

**Cinq questions
de morale
(Essais
Etranger)**

Umberto Eco

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Umberto
Eco

Cinq
questions
de
morale

Grasset

Table des Matières

Page de Titre

Table des Matières

Page de Copyright

DU MÊME AUTEUR

Introduction

PENSER LA GUERRE

I. Golfe (avril 1990)

II. Kosovo (avril 1999)

LE FASCISME ÉTERNEL

SUR LA PRESSE

LES POLÉMIQUES DES ANNÉES SOIXANTE ET SOIXANTE-DIX

LE QUOTIDIEN DEVIENT HEBDOMADAIRE

L'IDÉOLOGIE DU SPECTACLE

LE QUOTIDIEN ET LA TÉLÉVISION

L'INTERVIEW

LA PRESSE PARLE DE LA PRESSE

QUI FAIT MAINTENANT LE SCOOP?

QUE FAIRE?

QUAND L'AUTRE ENTRE EN SCÈNE

LES MIGRATIONS, LA TOLÉRANCE ET L'INTOLÉRABLE

1. LES MIGRATIONS DU TROISIÈME MILLENAIRE

2. INTOLÉRANCE

3. L'INTOLÉRABLE

© 1997, RCS Libri S.p.A.
© Éditions Grasset & Fasquelle, 2000, pour la
traduction française.
978-2-246-78472-2

DU MÊME AUTEUR

L'ŒUVRE OUVERTE, Seuil, 1965.

LA STRUCTURE ABSENTE, Mercure de France, 1972.

LE NOM DE LA ROSE, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 1982. Prix Médicis étranger.

LE NOM DE LA ROSE, édition augmentée d'une Apostille traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1985.

LA GUERRE DU FAUX, traduction de Myriam Tanant avec la collaboration de Piero Caracciolo, Grasset, 1985.

LECTOR IN FABULA, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1985.

PASTICHES ET POSTICHES, traduction de Bernard Guyader, Messidor, 1988.

SÉMIOLOGIE ET PHILOSOPHIE DU LANGAGE, traduction de Myriem Bouzaher, PUF, 1988.

LE SIGNE : HISTOIRE ET ANALYSE D'UN CONCEPT, adaptation de J.-M. Klinkenberg, Labor, 1988.

LE PENDULE DE FOUCAULT, *roman*, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 1990.

LES LIMITES DE L'INTERPRÉTATION, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1992.

DE SUPERMAN AU SURHOMME, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1993.

LA RECHERCHE DE LA LANGUE PARFAITE DANS LA CULTURE EUROPÉENNE, traduction de Jean-Paul Manganaro. Préface de Jacques Le Goff, Le Seuil, 1994.

L'ÎLE DU JOUR D'AVANT, *roman*, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 1996.

SIX PROMENADES DANS LES BOIS DU ROMAN ET D'AILLEURS, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1996.

ART ET BEAUTÉ DANS L'ESTHÉTIQUE MÉDIÉVALE, traduction de Maurice Javion, Grasset, 1997.

COMMENT VOYAGER AVEC UN SAUMON, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1998.

KANT ET L'ORNITHORYNQUE, traduction de Julien Gayrard, Grasset, 1999.

Traduit de l'italien
par
MYRIEM BOUZAHER

*L'édition originale de cet ouvrage a été publiée par Bompiani,
à Milan, en 1997, sous le titre :*

CINQUE SCRITTI MORALI

Introduction

Les textes réunis ici ont deux caractéristiques en commun. D'abord, ils sont occasionnels, nés sous forme de conférence ou d'intervention d'actualité. Ensuite, malgré la variété des thèmes, ils sont de caractère éthique, c'est-à-dire qu'ils concernent ce qu'il serait bien de faire, ce qu'on ne devrait pas faire, ou ce que l'on ne peut faire à aucun prix.

Etant donné leur nature, il me paraît indispensable de préciser les circonstances dans lesquelles ils ont été écrits, sinon ils risqueraient d'être peu compréhensibles.

La première partie de *Penser la guerre* a été publiée dans *La Rivista dei Libri*, 1, en avril 1991, au moment de la guerre du Golfe; la deuxième dans *La Repubblica*, le 24 avril 1999, au moment de la guerre du Kosovo.

Le fascisme éternel a été prononcé en version anglaise le 25 avril 1995, lors d'un colloque organisé par les départements de français et d'italien de la *Columbia University* (New York), pour célébrer le cinquantenaire de la libération de l'Europe. Puis il a été publié sous le titre « Eternal Fascism » dans *The New York Review of Books* (22 juin 1995) et il a été traduit dans *La Rivista dei Libri* de juillet-août 1995 sous le titre « Totalitarismo fuzzy et Ur-fascismo » et dans le *Magazine littéraire* d'avril 1996 sous le titre « Totalitarisme «fuzzy» et fascisme éternel » (versions à peu de chose près semblables à celle qui est publiée ici, hormis quelques ajustements formels). Mais il ne faut pas oublier que le texte avait été pensé pour un public d'étudiants américains, et qu'il fut prononcé à l'époque où l'Amérique était secouée par l'attentat d'Oklahoma et découvrait sur son territoire l'existence (nullement secrète) d'organisations militaires d'extrême droite. Le thème de l'antifascisme prenait donc des connotations particulières, et la réflexion historique visait à encourager une réflexion sur des problèmes d'actualité dans différents pays – la conférence fut ensuite traduite par des journaux et revues dans de nombreuses autres langues. Par ailleurs, le fait

que mon propos s'adresse à de jeunes Américains explique la présence d'informations et de précisions quasi scolaires qu'un lecteur italien devrait connaître, ainsi que des citations de Roosevelt, les allusions à l'antifascisme américain, ou l'insistance sur la rencontre entre Européens et Américains au moment de la Libération.

Sur la Presse est un rapport présenté en janvier 1995 lors d'une série de rencontres organisées par le Sénat italien (sous la présidence de Carlo Scognamiglio), devant des sénateurs et les directeurs de nos plus grands quotidiens, avec lesquels s'était instauré ensuite un vaste débat.

Quand l'autre entre en scène constitue l'une de mes réponses au Cardinal Martini au cours d'un échange de quatre lettres organisé et publié par la revue *Liberal*. Cette correspondance a ensuite été réunie en un petit volume sous le titre *In che cosa crede chi non crede?*, Roma, Atlantide Editoriale, 1996 (dont une traduction française a été publiée sous le titre *Croire en quoi?*, Paris, Rivages Poche/Petite Bibliothèque, 1998).

Migrations, tolérance et intolérable est un collage. Le premier paragraphe reprend la première partie d'une conférence prononcée le 23 juin 1997 en ouverture du congrès organisé par la ville de Valencia sur les perspectives du Troisième Millénaire. Le second est l'adaptation de l'introduction au Forum International, organisé à Paris par l'Académie Universelle des Cultures, les 26 et 27 mars 1997. Le troisième paragraphe avait été publié sous le titre «Ne nous demandons pas pour qui sonne le glas » dans *La Repubblica*, à l'occasion de la sentence du tribunal militaire de Rome au procès Priebke.

PENSER LA GUERRE

J'ai décidé de réunir deux articles écrits à l'occasion de deux guerres. Quand on m'a demandé le second, j'ai éprouvé un certain embarras. Certes, entre 1991 et 1999, j'avais mené une réflexion sur l'intervention, dont je fais mention au début du second texte, et j'étais de ceux qui estimaient juste et inévitable une intervention au Kosovo, sous une forme ou une autre. Mais là aussi, il me semblait que l'arme de la guerre présentait des défauts, qu'elle était émoussée. Ainsi, je me suis aperçu que, pour la seconde fois, j'aurais dû écrire le même article qu'il y a neuf ans, en me bornant à changer le nom des localités. En outre, les deux textes se terminent en souhaitant, ou mieux en prévoyant, une issue diplomatique atteinte grâce à un ensemble de considérations où l'efficacité de l'action guerrière n'était pas la plus décisive.

En revoyant aujourd'hui les deux articles réunis, il me semble qu'ils sont vraiment très répétitifs et qu'il n'y aurait donc aucun sens à les publier ensemble.

Eh bien, au contraire, cela a un sens, à savoir que la répétitivité ne dépend pas de moi, mais des autres (ou des choses), et qu'elle doit donc être rendue évidente.

I. Golfe (avril 1990) Cet article parle de la Guerre avec un grand G, comme guerre « chaude » et livrée par consensus explicite des nations, sous la forme qu'elle prend dans le monde contemporain. Étant donné que je le remets à la rédaction au moment où les troupes alliées sont entrées à Koweït City, il est probable – sauf coup de théâtre – qu'il sera lu quand tout le monde estimera que la guerre du Golfe a obtenu un résultat satisfaisant, parce que conforme aux objectifs pour lesquels elle a été déclarée. En ce cas, parler de l'impossibilité et de l'inutilité de la guerre pourrait apparaître comme une contradiction, plus personne n'étant disposé à juger inutile ou impossible une entreprise qui a permis d'atteindre les résultats escomptés. Pourtant, les réflexions qui suivent doivent valoir, quelle que soit l'issue

des choses. Mieux, elles valent a fortiori si la guerre permet d'obtenir des résultats «avantageux», justement parce que cela risque de persuader les gens que la guerre est encore, dans certains cas, une possibilité raisonnable. Alors qu'il reste nécessaire et juste de nier cela.

Depuis le début de la guerre, on a entendu et lu différents appels reprochant aux «intellectuels» de ne pas prendre position face à ce drame. Comme la majorité disante qui parlait ou écrivait ainsi était constituée d'intellectuels (au sens syndical du terme), on se demande qui faisait partie de la minorité silencieuse à laquelle on réclamait un acte de parole. Evidemment, il s'agissait de ceux qui ne s'étaient pas prononcés de façon «correcte», en choisissant l'un des deux camps. La preuve en étant que, jour après jour, lorsque quelqu'un prenait un parti contraire aux attentes de l'autre, on lui reprochait aussitôt d'être un intellectuel traître, soit belliciste procapitaliste, soit pacifiste pro-Arabe.

La confrontation médiatique au sein de la majorité disante faisait que chacun méritait les accusations de l'autre. Les partisans de la nécessité et de l'inéluctabilité du conflit apparaissaient comme des interventionnistes de la vieille école; les pacifistes, souvent incapables d'éviter les slogans et les rituels des dernières décennies, étaient accusés de vouloir la reddition des uns pour prix de la belligérance des autres. En guise de rituel d'exorcisme, les partisans du conflit devaient commencer en proclamant la cruauté de la guerre, les opposants en proclamant la cruauté de Saddam Hussein.

Dans ces deux cas, nous avons assisté à un débat entre intellectuels professionnels, mais pas à un exercice de la fonction intellectuelle. Les intellectuels comme catégorie sont, on le sait, quelque chose de très flou. Il est très différent, en revanche, de définir la «fonction intellectuelle». Celle-ci consiste à cerner de façon critique ce que l'on estime être une approximation satisfaisante de son propre concept de vérité – et elle peut être menée par tout un chacun, même par un marginal qui réfléchit sur sa condition et l'exprime d'une manière ou d'une autre, alors qu'elle peut être trahie par un écrivain ayant réagi aux événements avec passion, sans s'imposer la décantation de la réflexion.

C'est pourquoi, disait Vittorini, l'intellectuel ne doit pas se faire le chantre de la révolution. Non pour échapper à la responsabilité d'un choix (qu'il peut faire en tant qu'individu), mais parce que, si le temps de l'action exige que l'on écarte nuances et ambiguïtés (telle est la fonction irremplaçable du *decision maker* dans toute institution), la fonction intellectuelle consiste, elle, à creuser les

ambiguïtés et à les mettre au jour. Le premier devoir de l'intellectuel est de critiquer ses compagnons de route (« penser » signifie jouer le rôle de Jiminy Cricket, le grillon parlant de Pinocchio). Il arrive que l'intellectuel choisisse le silence parce qu'il craint de trahir ceux auxquels il s'identifie, jugeant que, au-delà de leurs erreurs contingentes, ils poursuivent malgré tout le bien maximum pour tous. Choix tragique, dont les histoires abondent, poussant quelqu'un à aller à la mort, à la rechercher, dans une lutte à laquelle il ne croyait pas, parce qu'il estimait qu'on n'échange pas la loyauté contre la vérité. Mais la loyauté est une catégorie morale et la vérité une catégorie théorétique.

Non que la fonction intellectuelle soit séparée de la morale. Décider de l'exercer est un choix moral, comme c'est un choix moral que fait le chirurgien en décidant d'inciser la chair vive pour sauver une vie. Mais au moment d'inciser, le chirurgien ne doit pas s'émouvoir, même s'il décide de refermer parce qu'il est inutile de poursuivre l'opération. La fonction intellectuelle peut amener à des résultats insupportables d'émotion, *car on doit parfois résoudre certains problèmes en montrant qu'ils n'ont pas de solution*. C'est un choix moral que d'exprimer sa propre conclusion – ou de la taire (en espérant peut-être qu'elle soit erronée). Tel est le drame de qui, fût-ce un instant, s'attelle au devoir de « fonctionnaire de l'humanité ».

On a beaucoup ironisé, y compris parmi les catholiques, sur la position du Pape, lequel a affirmé qu'il ne faut pas faire la guerre, a prié, et a proposé des solutions de rechange qui ont paru bien minces eu égard à la complexité des événements. Pour le justifier, amis et ennemis ont conclu que le pauvre homme ne faisait que son métier, qu'il n'aurait pu dire autre chose. C'est juste. Le Pape (de son point de vue sur la vérité) a exercé la fonction d'intellectuel et a dit qu'il ne faut pas faire la guerre. Le Pape doit dire que, si nous voulons pratiquer l'Evangile jusqu'au bout, nous devons tendre l'autre joue. Mais comment agir si on veut me tuer? « Débrouille-toi », *devrait* dire le Pape, « ce sont tes affaires » – et la casuistique sur la légitime défense n'interviendrait ensuite que pour compenser la fragilité humaine faisant que personne n'est tenu à l'exercice héroïque de la vertu. La position est tellement impeccable que si (et quand) le Pape ajoute quelque chose d'autre pouvant être entendu comme une indication pratique, il abandonne sa fonction d'intellectuel et fait des choix politiques (et ce sont ses affaires).

S'il en est ainsi, il faut dire que, depuis quarante-cinq ans, la communauté intellectuelle n'est pas restée silencieuse sur le problème de la guerre. Elle en a parlé, et avec un tel engagement missionnaire qu'elle a radicalement changé la façon dont le monde

voit la guerre. Jamais comme à cette occasion, les gens n'ont senti toute l'horreur et l'ambiguïté de ce qui se passait. Hormis quelques forcenés, personne n'avait d'idées tranchées, tout noir ou tout blanc. Le fait que la guerre ait éclaté quand même prouve que le discours des intellectuels ne fut pas un franc succès, il a été déficient, il n'a pas eu l'espace historique suffisant. Mais cela est un accident. A présent, on pose sur la guerre un regard différent de celui qu'on avait au début du siècle, et si quelqu'un parlait aujourd'hui de la beauté de la guerre comme seule hygiène du monde, il n'entrerait pas dans l'histoire de la littérature mais dans celle de la psychiatrie. La guerre connaît ce qu'ont connu le crime d'honneur ou la loi du talion: ce n'est pas qu'on ne les pratique plus, c'est que la communauté les juge comme un mal, alors qu'elle les jugeait autrefois comme un bien.

Mais il s'agirait là encore de réactions morales et émotionnelles (et parfois la morale elle-même peut admettre des exceptions à l'interdiction de tuer, tout comme la sensibilité collective peut accepter des horreurs et des sacrifices qui garantissent un bien supérieur). En revanche, il y a une façon plus radicale de penser la guerre en termes purement formels, de cohérence interne, en réfléchissant sur ses conditions de possibilité, pour conclure qu'on ne peut la faire, parce que l'existence d'une société de l'information instantanée, des transports rapides et d'une migration intercontinentale permanente, ajoutée à la nature de la nouvelle technologie guerrière, a rendu la guerre impossible et déraisonnable. La guerre est en contradiction avec les raisons mêmes pour lesquelles elle est faite.

Quel fut au cours des siècles l'objectif d'une guerre? On guerroyait pour vaincre l'adversaire, pour tirer bénéfice de sa perte, et de sorte que nos intentions – agir d'une certaine manière afin d'obtenir un certain résultat – soient tactiquement ou stratégiquement exécutées de façon à rendre irréalisables les intentions de l'ennemi. A ces fins, on devait pouvoir engager la totalité des forces disponibles. Enfin, le jeu se jouait entre l'adversaire et nous. La neutralité des autres, le fait que notre guerre ne les dérange pas (voire qu'elle leur permette, peu ou prou, d'en tirer profit), était une condition nécessaire pour notre liberté de manœuvre. Même la «guerre absolue» de Clausewitz n'échappait pas à ces restrictions.

C'est seulement à notre siècle qu'est née la notion de « guerre mondiale », telle qu'elle implique jusqu'à des sociétés sans histoire comme les tribus polynésiennes. Avec la découverte de l'énergie atomique, de la télévision, des transports aériens, et avec la naissance de diverses formes de capitalisme multinational, certaines

conditions d'impossibilité de la guerre ont été réunies.

1. Les armes nucléaires ont convaincu le monde qu'un conflit atomique n'aurait pas de vainqueurs mais un unique perdant: la planète. Mais si, en un premier temps, on s'est aperçu que la guerre atomique est antiécologique, on s'est ensuite persuadé que toute guerre antiécologique est atomique, et enfin, que toute guerre, désormais, ne peut qu'être antiécologique. Qui lance la bombe atomique (ou pollue la mer) déclare la guerre aux neutres, mais aussi à la terre tout entière.

2. La guerre n'est plus entre deux fronts séparés. Le scandale des journalistes américains à Bagdad est égal à celui, beaucoup plus grand, des millions de musulmans pro-irakiens vivant dans les pays de l'alliance anti-irakienne. Dans les guerres d'autrefois, les ennemis potentiels étaient internés (ou massacrés), et si un compatriote, depuis le territoire ennemi, parlait des raisons de l'adversaire, il était pendu à la fin du conflit. Aujourd'hui, la guerre ne peut plus être frontale de par la nature même du capitalisme multinational. Que l'Irak soit armé par les industries occidentales n'est pas un accident. C'est la logique du capitalisme mûr, qui se soustrait au contrôle de chacun des Etats. Quand le gouvernement américain estime que les compagnies télévisées font le jeu de l'ennemi, il se croit encore confronté à un complot d'intellectuels procommunistes; parallèlement, les compagnies télévisées ont l'illusion d'incarner la figure héroïque d'Humphrey Bogart faisant entendre par téléphone au gangster le bruit des rotatives et disant : «C'est la presse, mon vieux, et tu ne pourras pas l'arrêter. » Mais la logique de l'industrie de l'information consiste à vendre de l'information, si possible dramatique. Ce n'est pas que les médias refusent de se faire le chantre de la guerre: simplement, ils sont un piano mécanique exécutant une musique transcrite à l'avance sur un rouleau. Si bien que, maintenant, dans la guerre, tout le monde se retrouve avec l'ennemi sur ses arrières, chose qu'aucun Clausewitz n'aurait pu accepter.

3. Quand bien même les médias seraient bâillonnés, les nouvelles technologies de communication permettent des flux d'information que rien n'arrête – pas même un dictateur, car ils utilisent des infrastructures technologiques minimales auxquelles lui non plus ne peut renoncer. Ces flux d'information jouent le rôle que tenaient, dans les guerres traditionnelles, les services secrets: ils neutralisent toute action de surprise – et une guerre où l'on ne peut surprendre l'adversaire est impossible. La guerre produit une intelligence avec l'ennemi généralisée. Mais l'information fait davantage : elle donne sans cesse la parole à l'adversaire (alors que le but de toute politique

guerrière est de bloquer la propagande adverse), et elle démoralise les citoyens de chaque camp envers son propre gouvernement (alors que Clausewitz rappelait que la condition de la victoire est la cohésion morale de l'ensemble des combattants). Toute guerre du passé se fondait sur le principe que les citoyens, la croyant juste, étaient désireux de détruire l'ennemi. Aujourd'hui, l'information fait vaciller la foi des citoyens et, de surcroît, elle les rend vulnérables à la mort des ennemis – non plus événement lointain et flou, mais évidence visuelle insoutenable.

4. Tout cela entre en corrélation avec le fait que, rappelons-nous Foucault, le pouvoir n'est plus monolithique et monocéphale : il est diffus, parcellisé, fait de continuelles agglomération et désagrégation de consensus. La guerre ne met plus face à face deux patries, elle met en concurrence d'infinis pouvoirs. A ce jeu, certains centres de pouvoirs prennent l'avantage, mais aux dépens des autres. Si l'ancienne guerre engraisait les marchands de canons – et ce gain rejetait au second plan l'arrêt provisoire d'échanges commerciaux – la nouvelle guerre, si elle enrichit les marchands de canons, met en crise (et cela, sur l'ensemble du globe) les industries du transport aérien, du divertissement, du tourisme, des médias eux-mêmes (qui perdent de la publicité commerciale), et en général toute l'industrie du superflu – ossature du système –, de l'immobilier à l'automobile. A l'annonce de la déclaration de guerre, la Bourse a fait un bond en avant, mais un mois après, elle faisait aussi un bond en avant, aux premières rumeurs d'une paix possible. Aucun « cynisme » dans le premier cas, aucune vertu dans le second. La Bourse enregistre les oscillations du jeu des pouvoirs. Dans la guerre, certains pouvoirs économiques entrent en concurrence avec d'autres, et la logique de leur conflit dépasse la logique des puissances nationales. Si l'industrie de la consommation d'Etat (comme les armements) a besoin de tension, celle de la consommation individuelle a besoin de bonheur. Le conflit se joue en termes économiques.

5. Pour toutes ces raisons, et d'autres encore, la guerre ne ressemble plus, comme celles d'autrefois, à un système intelligent «sériel», mais à un système intelligent «parallèle». Un système intelligent sériel, employé par exemple pour construire des machines capables de traduire ou de tirer des inférences de certaines données, est instruit par le programmeur de façon à prendre, sur la base d'un nombre fini de règles, des décisions successives, dont chacune dépend d'une évaluation de la décision précédente, en suivant une structure arborescente, établie par une série de disjonctions binaires. Ainsi procédait l'ancienne stratégie

guerrière : si l'ennemi a amené ses troupes vers l'est, alors je dois prévoir qu'il entend avancer vers le sud; en ce cas, suivant la même logique, je dirigerai mes troupes vers le nord-est, pour lui couper la route par surprise. Les règles de l'ennemi étaient aussi les nôtres, et chacun pouvait prendre une décision à la fois, comme dans une partie d'échecs.

Un système parallèle en revanche confie à chaque cellule d'un réseau la décision de s'agencer en une configuration finale selon une distribution de *poids* que l'opérateur ne peut décider ou prévoir à l'avance, car le réseau trouve des règles qu'il n'a pas reçues auparavant, il s'automodifie pour trouver la solution, et ne connaît pas la différence entre règles et données. Il est vrai qu'on peut contrôler un système de ce genre (dit «néoconnexionniste» ou «à réseaux neuraux») en confrontant la réponse donnée à la réponse attendue, et en réajustant les poids grâce à des expérimentations successives. Mais cela requiert: a) que l'opérateur ait du temps, b) qu'il n'y ait pas deux opérateurs en concurrence qui redistribuent les poids de manière mutuellement contradictoire, et enfin c) que chacune des cellules du réseau « raisonne » en tant que cellule et non comme les opérateurs, c'est-à-dire qu'elles ne prennent pas de décisions dérivant d'inférences faites sur le comportement des opérateurs, et surtout qu'elles n'aient pas d'intérêts étrangers à la logique du réseau lui-même. Tandis que dans un système de parcellisation du pouvoir, chaque cellule réagit selon des intérêts propres, qui ne sont pas ceux de l'opérateur et n'ont rien à voir avec les tendances autodynamiques du réseau. En conséquence, si – fût-ce par métaphore – la guerre est un système néoconnexionniste, elle se développe et s'agence indépendamment de la volonté des deux belligérants. Il est intéressant de voir comment, en divulguant le fonctionnement d'un réseau neural, Arno Penzias (*Ideas and information*, New York, Norton, 1989, chapitre 4) utilise une métaphore guerrière: «On savait que les neurones devenaient électriquement actifs («ils tiraient») s'ils étaient stimulés via leurs câbles *d'input* (appelés *dendrites*) finement ramifiés. Au moment du «tir», un neurone émet des signaux électriques le long d'une série de câbles *d'output* (appelés *axones*)... Comme le «tir» de chaque neurone dépend de l'activité de beaucoup d'autres, il n'existe aucune manière simple de calculer ce qui devrait arriver, ni quand. [...] Selon la disposition particulière des connexions synaptiques, chaque simulation de réseau neural de cent neurones définissait son ensemble de possibles états d'équilibre (sur un total de possibilités absolues de mille milliards de milliards de milliards, soit 10^{30}).»

Si la guerre est un système néoconnexionniste, elle n'est plus un

phénomène où le calcul et l'intention des protagonistes ont de la valeur. Par la multiplication des pouvoirs en jeu, elle se distribue selon des agencements de poids imprévisibles. En conséquence, il est possible qu'elle finisse et que l'agencement final convienne à l'un des belligérants, mais en principe, parce qu'elle défie tout calcul décisionnel, elle est perdue pour tous les deux. Par rapport à notre métaphore, l'activité frénétique des opérateurs pour contrôler le réseau, qui reçoit des impulsions contradictoires, la fait sauter. Le but probable d'une guerre est le tilt. L'ancienne guerre était une partie d'échecs où, certes, chacun visait à manger le plus de pièces possible à son adversaire, mais surtout (en spéculant sur la façon dont il suivait les règles) à l'amener à l'échec et mat. En revanche, la guerre contemporaine est une partie d'échecs où les deux joueurs (en travaillant sur un même réseau) mangent et bougent les pièces d'une même couleur (le jeu n'est ni blanc ni noir, il est monochrome). Elle est un jeu autophage.

D'autre part, affirmer qu'un conflit s'est révélé avantageux pour quelqu'un à un moment donné impliquerait que l'on identifie l'avantage «à un moment donné» avec l'avantage final. Mais il y aurait un moment final si la guerre était encore, comme le disait Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens (de sorte que la guerre finirait quand on atteindrait un état d'équilibre tel qu'il permette le retour à la politique). Mais à notre siècle, c'est la politique de l'après-guerre qui sera toujours et de toute façon la continuation (par n'importe quel moyen) des prémisses posées par la guerre. Quelle que soit l'issue de la guerre, en ayant provoqué un réagencement général des poids qui ne peut correspondre pleinement à la volonté des belligérants, elle se prolongera en une dramatique instabilité politique, économique et psychologique pour les décennies à venir, qui ne pourra produire rien d'autre qu'une «politique guerroyante».

D'ailleurs, en est-il jamais allé autrement? Est-il interdit de penser que Clausewitz avait tort? L'historiographie relit Waterloo comme le heurt de deux intelligences (parce qu'il y a eu un résultat), mais Stendhal avait su la lire en termes de casualité. Décider que les guerres classiques produisaient des résultats raisonnables – un équilibre final – dérive d'un préjugé hégélien selon lequel l'histoire a une direction et le résultat d'une médiation avère thèse et antithèse. Il n'y a aucune preuve scientifique (ni logique) que l'agencement de la Méditerranée après les guerres puniques, ou celui de l'Europe après les guerres napoléoniennes, doive être identifié à un équilibre. Il pourrait être identifié à un état de déséquilibre qui ne se serait pas produit s'il n'y avait pas eu la guerre. Le fait que l'humanité ait,

pendant des dizaines de milliers d'années, pratiqué la guerre comme une solution des états de déséquilibre n'est pas plus probant que le fait que, durant la même période, l'humanité ait décidé de résoudre des déséquilibres psychologiques en recourant à l'alcool ou à des substances aux effets pareillement dévastateurs.

Et c'est ici qu'intervient l'argument du tabou. Moravia avait déjà suggéré que, puisque depuis des siècles l'humanité a décidé d'élaborer le tabou de l'inceste après s'être rendu compte que la stricte endogamie donnait des résultats négatifs, nous pourrions être arrivés au moment où l'humanité ressent le besoin instinctif de décréter taboue la guerre. Il lui a été répondu, avec réalisme, qu'un tabou ne se « proclamer » pas par décision morale ou intellectuelle, qu'il se forme au long des millénaires dans les recoins obscurs de la conscience collective (pour les mêmes raisons qui font qu'un réseau neural pourrait finir par atteindre tout seul une situation d'équilibre). Certes, un tabou ne se proclame pas: il s'auto-proclame. Mais il y a des accélérations des temps de croissance. Pour s'apercevoir que, en s'unissant à la mère ou à la sœur, on bloquait l'échange entre les groupes, il a fallu des dizaines de milliers d'années – tout comme il a fallu, semble-t-il, beaucoup de temps avant que l'humanité détermine un lien de cause à effet entre acte sexuel et grossesse. Mais pour voir qu'avec une guerre les compagnies aériennes ferment, il a fallu deux semaines. Il est donc compatible avec le devoir intellectuel et le sens commun d'annoncer la nécessité d'un tabou, que par ailleurs personne n'a l'autorité de proclamer en fixant les temps de maturation.

C'est un devoir intellectuel de proclamer l'impossibilité de la guerre. Même s'il n'y avait pas de solution alternative. Tout au plus, de rappeler que notre siècle a connu une *excellente* alternative à la guerre, c'est-à-dire la guerre «froide». Occasion d'horreurs, d'injustices, d'intolérances, de conflits locaux, de terreur diffuse, l'histoire devra finir par admettre que ce fut là une solution très humaine et proportionnellement bénigne, qui a même connu des vainqueurs et des vaincus. Mais il ne relève pas de la fonction intellectuelle de déclarer des guerres froides.

Ce que certains ont vu comme le silence des intellectuels sur la guerre a peut-être été la peur d'en parler à chaud dans les médias, pour la simple raison que ces derniers font partie de la guerre et de ses instruments, et qu'il est donc dangereux de les tenir pour un territoire neutre. De plus, les médias ont des temps différents de ceux de la réflexion. La fonction intellectuelle s'exerce toujours en avance (sur ce qui pourrait advenir) ou en retard (sur ce qui est advenu); rarement sur ce qui est en train d'advenir, pour des raisons

de rythme, parce que les événements sont de plus en plus rapides et plus pressants que la réflexion sur les événements. C'est pourquoi le baron de Calvino s'était perché sur les arbres : non pour échapper au devoir intellectuel de comprendre son temps et d'y participer, mais pour le comprendre et y participer mieux encore.

Toutefois, même quand elle choisit des espaces de silence tactique, la réflexion sur la guerre a besoin qu'on finisse par manifester à haute voix ce silence. En ayant conscience des contradictions d'une proclamation du silence, du pouvoir persuasif d'un acte d'impuissance, du fait que l'exercice de la réflexion ne dispense pas de la prise de responsabilités individuelles. Mais le premier devoir est de dire qu'aujourd'hui la guerre annule toute initiative humaine, et que même son objectif apparent (et la victoire apparente de quelqu'un) n'arrête pas le jeu désormais autonome de poids emmêlés dans leur réseau même. Parce qu'un poids «plus il est poids, plus il pend, et plus il pend, plus il dépend... ce qui veut dire aussi descendre, car le prochain point dépasse en bassesse celui qu'à chaque fois il pourrait avoir... Le poids ne peut jamais être persuadé » (Michaelstaedter).

Cette descente est injustifiable, parce que – en termes de droit de l'espèce – elle est pire qu'un crime : c'est un gaspillage.

II. Kosovo (avril 1999)

En décembre 1993, s'est déroulé à la Sorbonne, sous l'égide de l'Académie Universelle des Cultures, un congrès sur le concept d'intervention internationale. Il y avait des juristes, des politologues, des militaires et des hommes politiques, mais aussi des philosophes et des historiens comme Paul Ricœur ou Jacques Le Goff, des médecins sans frontières comme Bernard Kouchner, des représentants de minorités jadis persécutées comme Elie Wiesel, Ariel Dorfmann, Toni Morrison, des victimes de la répression de divers dictateurs, comme Leszek Kolakowski, Bronislaw Geremek ou Jorge Semprun, en somme beaucoup de gens qui n'aiment pas la guerre, qui ne l'ont jamais aimée et ne voudraient plus en voir¹.

On craignait d'utiliser des mots comme « intervention » qui évoquait trop l'ingérence (même Sagonte fut une intervention, et elle a permis aux Romains de défaire les Carthaginois), on préférait donc parler de secours et «d'action internationale». Pure hypocrisie? Non, les Romains qui interviennent en faveur de Sagonte sont des Romains, un point c'est tout, tandis que là, il était question de

communauté internationale, d'un groupe de pays qui estiment que la situation, en un point quelconque du globe, a atteint l'intolérable, et décident d'intervenir pour mettre fin à ce que la conscience commune définit comme un crime.

Mais quels sont les pays faisant partie de la communauté internationale et où sont les limites de la conscience commune? Certes, on peut soutenir que, pour toute civilisation, tuer est un mal, mais seulement à l'intérieur de certaines limites. Nous, Européens et chrétiens, nous admettons par exemple l'homicide par légitime défense, mais les anciens peuples de l'Amérique centrale et du Sud admettaient le sacrifice humain rituel, et les actuels habitants des Etats-Unis admettent la peine de mort.

L'une des conclusions de ce congrès très tourmenté fut que, à l'instar de la chirurgie, intervenir signifie agir énergiquement pour interrompre ou éliminer un mal. La chirurgie veut le bien, mais ses méthodes sont violentes. Une chirurgie internationale est-elle permise? Toute la philosophie politique moderne nous dit que, pour éviter la guerre de tous contre tous, l'Etat doit exercer une certaine violence sur les individus. Mais ces individus ont souscrit un contrat social. Que se passe-t-il entre Etats n'ayant pas souscrit un contrat commun?

En général, une communauté qui s'estime dépositaire de valeurs très répandues (les pays démocratiques, disons) établit les limites de ce qu'elle juge intolérable. La condamnation à mort pour délit d'opinion n'est pas tolérable. Le génocide n'est pas tolérable. L'infibulation (pratiquée chez nous, du moins) n'est pas tolérable. Aussi décide-t-on de défendre ceux qui subissent des dommages aux limites de l'intolérable. Mais une chose doit être bien claire: cet intolérable est intolérable pour nous, pas pour «eux».

Qui est ce «nous»? Les chrétiens? Pas nécessairement. Des chrétiens très respectables, même s'ils ne sont pas catholiques, appuient Milosevic. Le plus beau, c'est que ce «nous » (fût-il défini par le traité de l'Atlantique Nord) est un Nous imprécis. C'est une Communauté qui se reconnaît sur certaines valeurs.

Donc, quand on décide d'intervenir en se fondant sur les valeurs d'une Communauté, on fait un pari : il consiste à poser que nos valeurs, et notre sens des limites entre tolérable et intolérable, sont justes. C'est là une sorte de pari historique semblable à celui qui légitime les révolutions, ou les tyrannicides: qui me dit que j'ai le droit d'exercer la violence (et quelle violence, parfois) pour rétablir ce que j'estime être une justice violée? Pour celui qui s'y oppose, il n'y a rien qui puisse légitimer une révolution: simplement, celui qui

s'y engage croit, parie, que son action est juste. Il n'en va pas diversement pour la décision d'une intervention internationale.

Une telle situation explique l'angoisse dont nous sommes saisis en ces jours. Il y a un mal terrible auquel s'opposer (la purification ethnique) : l'intervention guerrière est-elle légitime ou non? Doit-on faire une guerre pour empêcher une injustice? Selon la justice, oui. Et selon la charité? Une fois encore, se pose le problème du pari: si avec une violence minimum, j'ai empêché une injustice énorme, j'aurai agi au nom de la charité, comme le fait le policier qui tire sur un assassin fou pour sauver la vie de nombreux innocents.

Mais le pari est double. D'un côté, on parie que nous sommes en accord avec le sens commun, que ce que nous voulons réprimer est quelque chose d'universellement intolérable (et tant pis pour qui ne le comprend pas ou ne l'admet pas encore). D'un autre côté, on parie que la violence que nous justifions réussira à prévenir des violences plus grandes.

Ce sont deux problèmes absolument différents. Ici, j'essaie de donner pour acquis le premier, qui ne l'est pas du tout, mais je rappelle que ceci n'est pas un traité d'éthique, mais un article de journal, sordidement soumis à des exigences d'espace et de compréhensibilité. En d'autres mots, le premier problème est si grave, si angoissant, qu'il ne peut, et ne doit pas, être traité dans les gazettes. Disons alors qu'il est juste, pour empêcher un crime tel que la purification ethnique (porteur d'autres crimes et d'autres atrocités que notre siècle a connus), de recourir à la violence. Mais la seconde question est de savoir si la forme de violence que nous exerçons peut vraiment prévenir des violences plus grandes. Nous sommes ici non plus face à un problème éthique mais technique, lequel a toutefois un revers éthique: si l'injustice à laquelle je me plie ne prévenait pas l'injustice plus grande, serait-il licite d'en faire usage?

Cela équivaut à faire un discours sur l'utilité de la guerre, au sens de guerre traditionnelle, livrée et menée jusqu'au bout, avec pour objectif l'anéantissement final de l'ennemi et la victoire d'un vainqueur. Le discours sur l'inutilité de la guerre est difficile car il donne à penser que son auteur se prononce en faveur de l'injustice que la guerre tente de résoudre. Mais c'est là un chantage psychologique. Si, par exemple, quelqu'un disait que tous les malheurs de la Serbie dérivent de la dictature de Milosevic, et que, si les services secrets occidentaux parvenaient à le tuer, tout serait résolu en un jour, ce quelqu'un critiquerait la guerre en tant qu'instrument utile à résoudre le problème du Kosovo, mais il ne

serait pas pro-Milosevic. D'accord? Alors, pourquoi personne n'adopte cette position? Pour deux raisons. La première, c'est que les services secrets du monde entier sont par définition inefficaces, ils n'ont jamais été capables de faire tuer ni Castro, ni Saddam Hussein, et il est honteux qu'on juge bon de gaspiller pour eux l'argent public. La seconde, c'est qu'il est faux d'affirmer que les Serbes agissent ainsi à cause de la folie d'un dictateur, alors que cela dépend de haines ethniques millénaires, qui les impliquent eux et d'autres ethnies des Balkans, chose qui rend le problème encore plus dramatique.

Revenons alors au discours sur l'utilité de la guerre. Quel était au cours des siècles le but de ce que nous appellerons paléo-guerre? Défaire l'ennemi afin de retirer un bénéfice de sa perte. Cela imposait trois conditions: que nos forces et nos intentions soient tenues secrètes, de façon à prendre l'ennemi par surprise; qu'il existe une forte solidarité sur le front intérieur; enfin, que toutes les forces disponibles soient utilisées pour détruire l'ennemi. C'est pourquoi, dans la paléo-guerre (y compris la guerre froide), on éliminait ceux qui, du front ami, transmettaient des informations à l'ennemi (exécutions de Mata Hari par les armes, des Rosenberg sur la chaise électrique), on empêchait la propagande du front adverse (on emprisonnait qui écoutait Radio Londres, McCarthy condamnait les procommunistes d'Hollywood), et on punissait ceux qui, du front ennemi, travaillaient contre leur propre pays (pendaison de John Amery, ségrégation à vie d'Ezra Pound) – parce qu'il ne fallait pas entamer le moral des citoyens. Enfin, on enseignait à tous que l'ennemi devait être tué, et les bulletins de guerre exultaient quand les forces ennemies étaient exterminées.

Ces conditions ont été remises en question lors de la première néo-guerre, celle du Golfe, mais on attribuait encore ces fêlures à la stupidité des peuples de couleur, lesquels admettaient les journalistes américains à Bagdad, peut-être par vanité, peut-être par corruption. Aujourd'hui, il n'y a plus d'équivoque, l'Italie envoie ses avions en Serbie, mais maintient ses relations diplomatiques avec la Yougoslavie, les télévisions de l'OTAN communiquent heure par heure aux Serbes les types d'avions décollant de la base d'Aviano, des agents serbes soutiennent les raisons de leur gouvernement sur les écrans des télévisions de l'OTAN, des journalistes italiens transmettent de Belgrade avec l'appui des autorités locales. Mais est-ce là une guerre, quand on a l'ennemi chez soi qui fait de la propagande pour son camp? Dans la néo-guerre, chacun des belligérants a l'ennemi sur ses arrières, et, en donnant sans cesse la parole à l'adversaire, les médias démoralisent les citoyens (alors que

Clausewitz rappelait que la condition de la victoire est la cohésion morale de l'ensemble des combattants).

D'autre part, quand bien même les médias seraient bâillonnés, les nouvelles technologies de communication permettent des flux d'informations que rien n'arrête – et je ne sais pas à quel point Milosevic peut bloquer, je ne dis pas Internet, mais les transmissions radio des pays ennemis.

Toute mon argumentation semble contredire le bel article de Furio Colombo paru dans *La Repubblica* du 19 avril dernier, où il soutient que le Village Global à la MacLuhan serait mort le 13 avril 1999, quand, dans un monde de médias, de portables, de satellites, d'espions spatiaux, etc., on dut dépendre du téléphone de campagne d'un fonctionnaire d'agence internationale, incapable de dire s'il y avait eu ou non infiltration serbe en territoire albanais. « Nous ne savons rien des Serbes. Les Serbes ne savent rien de nous. Les Albanais n'arrivent pas à voir par-dessus la marée de têtes qui est en train de les envahir. La Macédoine prend les réfugiés pour des ennemis et les roue de coups. » Mais alors, cette guerre, c'est une guerre où chacun sait tout des autres ou bien où personne ne sait rien? Les deux.

Le front intérieur est transparent, alors que la frontière est opaque. Les agents de Milosevic s'expriment dans les émissions de nos journalistes politiques, tandis que sur le front, là où les généraux de jadis exploraient de leur longue-vue et finissaient par connaître très bien les positions ennemies, aujourd'hui on ne sait rien.

Cela se produit parce que, si l'objectif de la paléo-guerre était de détruire le plus d'ennemis possible, la caractéristique de la néo-guerre semble être d'essayer d'en tuer le moins possible, car, si on en tuait trop, on encourrait la réprobation des médias. Dans la néo-guerre, on n'est pas désireux de détruire les ennemis, parce que les médias nous rendent vulnérables face à leur mort – non plus événement lointain et flou, mais évidence visuelle insoutenable. Dans la néo-guerre, chaque armée évolue sous l'enseigne du victimisme, Milosevic déplore d'horribles pertes (Mussolini en aurait eu honte) et il suffit qu'un aviateur de l'OTAN se crashe pour que tout le monde s'émeuve. En somme, dans la néo-guerre, celui qui perd aux yeux de l'opinion publique, c'est celui qui a trop tué. Il est donc juste que, à la frontière, personne ne s'affronte et personne ne sache rien de l'autre. Au fond, la néo-guerre est à l'image de la « bombe intelligente », qui devrait détruire l'ennemi sans le tuer, et on comprend que nos ministres affirment : « Nous, des heurts avec

l'ennemi ? Pas du tout! » Et que beaucoup de gens meurent quand même, c'est techniquement négligeable. Au contraire, le défaut de la néo-guerre, c'est que des gens meurent mais qu'on ne gagne pas.

Mais est-il possible que personne ne sache mener une néo-guerre ? Personne, et c'est normal. L'équilibre de la terreur avait préparé les stratèges à un conflit atomique, pas à une troisième guerre mondiale où il faudrait briser les reins de la Serbie². C'est comme si les meilleurs lauréats de Polytechnique avaient été contraints pendant cinquante ans à créer des jeux vidéos. Vous hasarderiez-vous aujourd'hui à les laisser construire un pont? Mais enfin, la dernière farce de la néo-guerre n'est pas qu'il n'y ait en fonction, actuellement, personne d'assez vieux pour avoir appris à faire une guerre – c'est que, dans tous les cas, il ne pourrait pas y en avoir, car la néo-guerre est un jeu où, par définition, on perd toujours, parce que la technologie employée est plus complexe que le cerveau de ses utilisateurs et qu'un simple ordinateur, bien que fondamentalement idiot, peut jouer davantage de tours que ne pourrait en imaginer celui qui le manipule.

Il faut intervenir contre le crime du nationalisme serbe, mais peut-être la guerre est-elle une arme émoussée. Peut-être l'unique espoir réside-t-il dans l'avidité humaine. Si l'ancienne guerre engraisait les marchands de canons – bénéfice faisant passer au second plan l'arrêt provisoire de certains échanges commerciaux –, la néo-guerre, bien qu'elle permette de commercialiser un surplus d'armements avant qu'ils ne deviennent obsolètes, met en crise les transports aériens, le tourisme, les médias eux-mêmes (qui ont un déficit de publicité) et, en général, toute l'industrie du superflu. Si l'industrie des armes a besoin de tension, celle du superflu a besoin de paix. Tôt ou tard, quelqu'un de plus puissant que Clinton et Milosevic dira « basta », et tous les deux accepteront de perdre un peu la face, pourvu qu'ils sauvent le reste. C'est triste, mais au moins, c'est vrai.

¹ Les actes sont publiés dans *Intervenir? Droits de la personne et raisons d'Etat*, Paris, Grasset, 1994.

² « Briser les reins de la Grèce » était une expression de Mussolini pendant la Seconde Guerre mondiale. (Toutes les notes précédées d'un astérisque sont de la traductrice.)

LE FASCISME ÉTERNEL

En 1942, à l'âge de dix ans, j'ai remporté le premier prix aux *Ludi Juveniles* (un concours à libre participation forcée pour jeunes fascistes italiens – lisez, pour tous les jeunes Italiens). J'avais brodé avec une magistrale rhétorique sur le sujet : « Faut-il mourir pour la gloire de Mussolini et le destin immortel de l'Italie? » Ma réponse était affirmative. J'étais un petit garçon très éveillé.

Puis, en 1943, je découvris le sens du mot Liberté. Je vous raconterai cette histoire à la fin de mon propos. A ce moment-là, Liberté ne signifiait pas encore Libération.

J'ai passé deux de mes premières années entre S.S., Fascistes et Partisans qui se tiraient dessus, et j'ai appris à éviter les balles, un exercice qui ne fut pas inutile.

En avril 1945, les partisans prirent Milan. Deux jours plus tard, ils arrivèrent dans la petite ville où je vivais. Un grand moment de joie. La place principale était noire de monde, tous chantaient, agitaient des drapeaux, scandaient en hurlant le nom de Mimo. Chef des partisans de la zone, Mimo, ex-maréchal des carabinieri, s'était rangé aux côtés de Badoglio et avait perdu une jambe lors d'un des premiers accrochages. Pâle, appuyé sur des béquilles, il apparut au balcon de la mairie; d'une main, il demanda à la foule de se calmer. Moi, j'attendais un discours, puisque mon enfance avait été marquée par les grands discours historiques de Mussolini, dont nous apprenions par cœur à l'école les passages les plus significatifs. Silence. D'une voix rauque, presque inaudible, Mimo parla : « Citoyens, mes amis. Après tant de douloureux sacrifices... nous voici réunis ici. Gloire à ceux qui sont tombés pour la liberté. » Ce fut tout. Et il rentra. La foule criait, les partisans levèrent leurs armes et tirèrent en l'air joyeusement. Nous, les enfants, nous nous sommes précipités pour récupérer les douilles, précieux objets de collection, mais je venais aussi d'apprendre que liberté de parole signifiait liberté quant à la rhétorique.

Quelques jours après, je vis arriver les premiers soldats américains. Il s'agissait d'Afro-Américains : mon premier Yankee était un Noir, il s'appelait Joseph et m'initia aux merveilles de Dick Tracy et de Li'l Abner. Ses bandes dessinées étaient en couleurs et

elles sentaient bon.

La famille de deux de mes camarades de classe avait mis sa villa à la disposition de l'un des officiers – le major ou capitaine Muddy – et je me sentais chez moi dans ce jardin où des femmes parlant un français approximatif faisaient cercle autour de lui. Le capitaine Muddy avait fait des études supérieures, peut-être même avait-il une licence, et il connaissait un peu le français. Ainsi, ma première image de libérateurs américains, après tant de visages pâles en chemise noire, fut celle d'un Noir cultivé en uniforme vert-jaune qui disait : «Oui, merci beaucoup Madame, moi aussi j'aime le *champagne*... » Malheureusement, du champagne, il n'y en avait pas, mais le capitaine Muddy m'offrit mon premier chewing-gum et je me mis à mâchouiller toute la sainte journée. La nuit, je le mettais dans un verre d'eau afin de le garder au frais pour le lendemain.

En mai, nous sûmes que la guerre était finie. La paix me fit un drôle d'effet. La guerre permanente était – m'avait-on dit – la condition normale pour un jeune Italien. Les mois suivants, je découvris que la Résistance n'était pas un phénomène local mais européen. J'appris des mots nouveaux et excitants comme *réseau*, *maquis*, *armée secrète*, *Rote Kapelle*, *ghetto de Varsovie*. Je vis les premières photographies de l'Holocauste et en compris la signification avant que d'en connaître le mot. Je me rendis compte de quoi nous avions été libérés.

En Italie, il se trouve aujourd'hui des gens pour se demander si la Résistance a eu un impact militaire réel sur le cours de la guerre. Aux yeux de ma génération, la question est nulle et non avenue : nous avons tout de suite compris la signification morale et psychologique de la Résistance. Nous tirions orgueil, nous Européens, de ne pas avoir attendu passivement la libération. Et il me semble que pour les jeunes Américains venus verser leur tribut de sang à notre liberté, il n'était pas négligeable de savoir que, derrière les lignes, des Européens payaient déjà leur dette. En Italie, il se trouve quelqu'un pour affirmer aujourd'hui que le mythe de la Résistance était un mensonge communiste. Certes, les communistes ont exploité la Résistance comme une propriété personnelle, puisqu'ils y ont joué un rôle prépondérant; mais moi, j'ai le souvenir de partisans portant des foulards de couleurs différentes. L'oreille collée à la radio – les fenêtres fermées et le black-out général faisant de l'espace exigu autour de l'appareil le seul halo lumineux –, je passais mes nuits à écouter les messages de Radio Londres aux partisans. A la fois obscurs et poétiques (*Le soleil se lève encore*, *Les roses fleuriront*), la majeure partie d'entre eux s'adressait «à ceux de Franchi». On me susurra que Franchi était le chef d'un des groupes

clandestins les plus puissants de l'Italie du Nord, un homme au courage légendaire. Franchi devint mon héros. Franchi – Edgardo Sogno de son vrai nom – était un monarchiste, tellement anticomuniste qu'après la guerre, il rejoignit un groupe d'extrême droite et fut même accusé d'avoir collaboré à une tentative de coup d'Etat réactionnaire. Mais qu'importe? Sogno restera toujours le Sogno de mon enfance. La Libération fut l'entreprise commune de gens de couleurs différentes.

En Italie, il se trouve quelqu'un pour dire aujourd'hui que la guerre de Libération fut une tragique période de division, et que nous avons maintenant besoin d'une réconciliation nationale. Le souvenir de ces terribles années devrait être refoulé. Seulement voilà, le refoulement est source de névroses. Si réconciliation signifie compassion et respect pour ceux qui ont livré leur guerre de bonne foi, pardonner ne signifie pas oublier. Je pourrais même admettre qu'Eichmann croyait sincèrement en sa mission, mais je ne me vois pas en train d'affirmer «OK, reviens et recommence ». Nous sommes là pour rappeler ce qui s'est passé et déclarer solennellement qu'ils ne doivent pas recommencer. Mais qui *Ils*?

Si l'on se réfère aux gouvernements totalitaires ayant dominé l'Europe avant la Seconde Guerre mondiale, on peut affirmer sans crainte qu'il serait difficile de les voir revenir sous la même forme dans des circonstances historiques différentes. Si le fascisme de Mussolini se fondait sur l'idée d'un chef charismatique, le corporatisme, l'utopie du Destin Fatal de Rome, sur une volonté impérialiste de conquérir de nouvelles terres, un nationalisme exacerbé, sur l'idéal de toute une nation embrigadée en chemises noires, le refus de la démocratie parlementaire, et sur l'antisémitisme, alors je n'ai aucun mal à admettre que *Alleanza Nazionale*, issu du MSI, est certainement un parti de droite mais qu'il n'a pas grand-chose à voir avec l'ancien fascisme. Pour des raisons identiques, même si je suis préoccupé par les divers mouvements pronazis actifs çà et là en Europe, Russie comprise, je ne pense pas que le nazisme, sous sa forme originale, soit en passe de renaître en tant que mouvement capable d'impliquer une nation entière.

Toutefois, même si l'on peut renverser les régimes politiques, critiquer les idéologies et leur dénier toute légitimité, on trouve toujours, derrière un régime et son idéologie, une façon de penser et de sentir, une série d'habitudes culturelles, une nébuleuse d'instincts obscurs et d'insondables pulsions. Un autre spectre hanterait-il donc l'Europe (sans parler des autres parties du monde) ?

Seuls les mots comptent, tout le reste n'est que bavardage, a dit

un jour Ionesco. Les habitudes linguistiques sont toujours des symptômes essentiels de sentiments inexprimés.

Permettez-moi donc de poser une question : pourquoi a-t-on défini non seulement la Résistance mais aussi l'ensemble de la Seconde Guerre mondiale comme une lutte contre le fascisme ? Si vous relisez *Pour qui sonne le glas* d'Hemingway, vous verrez que Robert Jordan identifie ses ennemis comme des fascistes, même lorsqu'il pense aux phalangistes espagnols.

Si vous le voulez bien, je laisse la parole à F.D. Roosevelt: « La victoire du peuple américain et de ses alliés sera une victoire contre le fascisme et l'impasse du despotisme qu'il représente » (23 septembre 1944).

Sous le maccarthysme, les Américains ayant participé à la guerre civile espagnole étaient appelés des *antifascistes prématurés* – lisez que combattre Hitler dans les années quarante était un devoir moral pour tout bon Américain, tandis que combattre Franco trop tôt, dans les années trente, cela sentait un peu le roussi... Pourquoi les radicaux américains employaient-ils une expression *comme fascist pig* pour désigner un policier désapprouvant leur choix en matière de cigarettes? Pourquoi ne disaient-ils pas *sale cagoulard, sale phalangiste, sale oustachis, sale Quisling, sale Ante Pavélitch, sale nazi*?

Mein Kampf constitue le manifeste complet d'un programme politique. Le nazisme avait une théorie du racisme et de l'aryanisme, une notion précise de *l'entartete Kunst*, l'art corrompu, une philosophie de la volonté de puissance et de *l'Urbemensch*. Il était résolument antichrétien et néo-païen, tout comme le Diamat (la version officielle du marxisme soviétique) de Staline était clairement matérialiste et athée. Si par totalitarisme, on entend un régime qui subordonne tout acte individuel à l'Etat et son idéologie, alors nazisme et stalinisme étaient des régimes totalitaires.

Il ne fait aucun doute que le fascisme était une dictature, mais il n'était pas complètement totalitaire, non point à cause d'une sorte de tiédeur, mais en raison de la faiblesse philosophique de son idéologie. Contrairement à ce que l'on pense en général, le fascisme italien n'avait pas une philosophie propre. L'article sur le fascisme signé par Mussolini dans *l'Encyclopédie Treccani* fut écrit ou inspiré dans ses fondements par Giovanni Gentile, mais il reflétait une notion hégélienne tardive de l'Etat Ethique et Absolu que Mussolini ne réalisa jamais totalement. Mussolini n'avait aucune philosophie : il n'avait qu'une rhétorique. Il commença comme athée militant pour finir par signer le Concordat avec l'Eglise et accueillir à bras ouverts les évêques bénissant les insignes fascistes. Une légende

plausible raconte que, lors de ses débuts dans l'anticléricalisme, il aurait demandé un jour à Dieu de le foudroyer sur place pour lui prouver son existence. De toute évidence, Dieu était distrait. Plus tard, dans ses discours, Mussolini ne manquait jamais de citer le nom de Dieu et ne dédaignait pas de se faire appeler l'Homme de la Providence.

Certes, le fascisme italien fut la première dictature de droite ayant dominé un pays européen, et le régime mussolinien offrit ensuite à tous les mouvements analogues une sorte d'archétype commun. Le fascisme italien fut le premier à créer une liturgie militaire, un folklore, voire une mode vestimentaire – laquelle eut plus de succès à l'étranger qu'Armani, Benetton ou Versace. C'est seulement dans les années trente que des mouvements fascistes firent leur première apparition en Angleterre, avec Mosley, et en Lettonie, en Estonie, en Lituanie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Grèce, en Yougoslavie, en Espagne, au Portugal, en Norvège, et même en Amérique du Sud, sans parler de l'Allemagne. C'est le fascisme italien qui convainquit les leaders libéraux européens que le nouveau régime mettait en œuvre des réformes sociales intéressantes, capables d'offrir une alternative modérément révolutionnaire à la menace communiste.

Cela dit, la primauté historique ne suffit pas, selon moi, à expliquer que le mot *fascisme* soit devenu une synecdoque, la dénomination *pars pro toto* de mouvements totalitaires différents. Inutile de répondre que le fascisme contenait en soi tous les éléments des totalitarismes successifs, qu'il était une manière de quintessence. Au contraire. La quintessence, le fascisme n'en possédait aucune, et même pas une simple essence. Le fascisme était un totalitarisme *fuzzy*¹.

Le fascisme n'avait rien d'une idéologie monolithique, c'était un collage de diverses idées politiques et philosophiques, fourmillant de contradictions. Peut-on concevoir un mouvement totalitaire qui réunisse la monarchie et la révolution, l'armée royale et la milice personnelle de Mussolini, les privilèges accordés à l'Eglise et une éducation étatique exaltant la violence, le contrôle absolu de l'Etat et le libre marché? Le parti fasciste était né en proclamant son nouvel ordre révolutionnaire mais il tirait son financement de propriétaires terriens ultra-conservateurs qui attendaient une contre-révolution; le fascisme des débuts était républicain et il a survécu pendant vingt ans en proclamant sa loyauté envers la famille royale, en permettant à un Duce d'aller de l'avant, bras dessus bras dessous avec un Roi auquel il offrit même le titre d'Empereur. Lorsqu'en 1943, le Roi congédia Mussolini, le parti

réapparut deux mois plus tard, sous le drapeau d'une République «Sociales, recyclant son ancienne partition révolutionnaire, enrichie d'accents presque jacobins.

Il y eut une seule architecture nazie et un seul art nazi. Si l'architecte du nazisme était Albert Speer, il ne pouvait y avoir de place pour Mies van der Rohe. De la même façon, sous Staline, si Lamarck avait raison, Darwin ne pouvait exister. En revanche, s'il y eut des architectes fascistes, les pseudo-colisées voisinèrent avec des édifices inspirés du rationalisme moderne de Gropius.

Il n'y eut pas un Jdanov fasciste. L'Italie avait deux grands prix artistiques : le prix Cremona, contrôlé par un fasciste inculte et fanatique – Farinacci – qui soutenait un art propagandiste (je me rappelle un «En écoutant à la radio un discours du Duce » ou « Etats mentaux créés par le Fascisme »); et le prix Bergamo, sponsorisé par un fasciste cultivé et raisonnablement tolérant – Bottai – lequel protégeait l'art pour l'art et les expériences de l'art avant-gardiste que l'Allemagne avait bannies parce que corrompues, cryptocommunistes, contraires au Kitsch nibelungien, le seul admis. D'Annunzio était le poète national, un dandy que l'Allemagne ou la Russie auraient envoyé devant un peloton d'exécution. Il fut élevé au rang de Chantre du régime pour son nationalisme, son culte de l'héroïsme – mâtiné de fortes doses de décadentisme français.

Prenons le Futurisme. Il aurait dû être considéré comme un exemple d'*entartete Kunst*, au même titre que l'expressionnisme, le cubisme et le surréalisme. Mais les premiers futuristes italiens étaient nationalistes, ils encouragèrent pour des raisons esthétiques la participation italienne à la Première Guerre mondiale, ils célébrèrent la vitesse, la violence, le risque, et, d'une certaine manière, ces aspects parurent proches du culte fasciste de la jeunesse. Au moment où le fascisme s'identifiait à l'Empire romain et redécouvrait les traditions rurales, Marinetti – qui proclamait une automobile plus belle que la Victoire de Samothrace et voulait résolument tuer le clair de lune – fut nommé membre de l'Académie d'Italie, laquelle traitait le clair de lune avec le plus grand respect.

Maints futurs partisans et maints futurs intellectuels du Parti communiste firent leur éducation au sein du GUF, l'association fasciste des universités, qui entendait être le berceau de la nouvelle culture fasciste. Or, ces clubs devinrent une sorte de creuset intellectuel où les idées nouvelles circulaient sans aucun contrôle idéologique réel, non tant grâce à la tolérance des hommes du parti, mais plutôt parce que peu d'entre eux possédaient les moyens intellectuels de les contrôler.

Durant ces vingt années, l'Hermétisme se posa en réaction au style pompeux du régime; on laissa les poètes élaborer leur protestation littéraire dans leur tour d'ivoire. La perception des Hermétiques était diamétralement opposée au culte fasciste de l'optimisme et de l'héroïsme. Le régime tolérait cette dissension patente, même si socialement imperceptible, car il ne prêtait pas une attention suffisante à un jargon aussi mystérieux.

Cela ne signifie pas que le fascisme italien était tolérant. Gramsci fut jeté en prison jusqu'à sa mort, Matteotti et les frères Rosselli furent assassinés, la liberté de la presse supprimée, les syndicats démantelés, les dissidents politiques relégués sur des îles lointaines, le pouvoir législatif devint une pure fiction, l'exécutif (qui contrôlait le pouvoir judiciaire et les médias) promulguait directement les nouvelles lois, parmi lesquelles celles de la défense de la race (appui formel italien à l'Holocauste). Non, l'image incohérente que je viens de décrire ne devait rien à la tolérance: c'était un exemple de désarticulation politique et idéologique. Cela dit, il s'agissait d'une *désarticulation ordonnée*, d'une confusion structurée. Le fascisme était philosophiquement disloqué, mais d'un point de vue émotif, il était fermement enchâssé dans certains archétypes. Et j'en arrive au deuxième point de ma thèse. Il y eut un seul nazisme, et l'on ne peut nommer nazisme le phalangisme hypercatholique de Franco, puisque le nazisme est fondamentalement païen, polythéiste et antichrétien, sinon ce n'est pas du nazisme. Au contraire, on peut jouer au fascisme de mille façons, sans que jamais le nom du jeu change. La notion de fascisme connaît ce que, selon Wittgenstein, connaît la notion de *jeu*. Un jeu peut être ou ne pas être une compétition, il peut impliquer une ou plusieurs personnes, il peut requérir quelque habileté particulière ou bien aucune, il peut être l'enjeu de sommes d'argent ou pas. Les jeux sont une série d'activités diverses qui témoignent seulement d'un quelconque *air de famille*.

1	2	3	4
abc	bcd	cde	def

Supposons qu'il existe une série de groupes politiques. Le groupe Un est caractérisé par les aspects *abc*, le groupe Deux par *bcd*, et ainsi de suite. Deux est semblable à Un en tant qu'ils ont deux aspects en commun. Trois est semblable à Deux et Quatre est semblable à Trois pour la même raison. Notons que Trois est aussi semblable à Un (ils ont en commun l'aspect *c*). Le cas le plus curieux, c'est Quatre, évidemment semblable à Trois et à Deux, mais

sans aucune caractéristique commune avec Un. Toutefois, en raison de la série ininterrompue de similarités décroissantes entre Un et Quatre, il subsiste, par une sorte de transitivité illusoire, un air de famille entre Quatre et Un.

Le fascisme est devenu un terme s'adaptant à tout parce que même si l'on élimine d'un régime fasciste un ou plusieurs aspects, il sera toujours possible de le reconnaître comme fasciste. Enlevez-lui l'impérialisme et vous aurez Franco et Salazar; enlevez le colonialisme et vous aurez le fascisme balkanique. Ajoutez au fascisme italien un anti-capitalisme radical (qui ne fascina jamais Mussolini) et vous aurez Ezra Pound. Ajoutez le culte de la mythologie celte et le mysticisme du Graal (totalement étranger au fascisme officiel) et vous aurez l'un des gourous fascistes les plus respectés, Julius Evola. En dépit de cet imbroglio, je crois possible d'établir une liste de caractéristiques typiques de ce que je voudrais appeler l'Ur-fascisme, c'est-à-dire le Fascisme Primitif et Eternel. Impossible d'incorporer ces caractéristiques dans un système, beaucoup se contredisent réciproquement et sont typiques d'autres formes de despotisme ou de fanatisme. Mais il suffit qu'une seule d'entre elles soit présente pour faire coaguler une nébuleuse fasciste.

1. La première caractéristique d'un Ur-fascisme, c'est le *culte de la tradition*. Le traditionalisme est plus ancien que le fascisme. Il ne fut pas seulement typique de la pensée contre-révolutionnaire catholique après la Révolution française, il est né vers la fin de l'âge hellénistique, en réaction au rationalisme grec classique.

Dans le bassin méditerranéen, les peuples de religions différentes (toutes acceptées avec indulgence par le Panthéon romain) se prirent à rêver d'une révélation reçue à l'aube de l'histoire humaine. Cette révélation resta longtemps cachée sous le voile de langues désormais oubliées, confiée aux hiéroglyphes égyptiens, aux runes celtes, aux textes sacrés, encore inconnus, des religions asiatiques.

Cette nouvelle culture devait être *synchrétiste*. Le syncrétisme n'est pas seulement, comme l'indiquent les dictionnaires, la combinaison de diverses formes de croyances ou de pratiques. Une telle combinaison *doit tolérer les contradictions*. Tous les messages originaux contiennent un germe de sagesse et, lorsqu'ils semblent dire des choses différentes ou incompatibles, c'est uniquement parce que chacun fait allusion, de façon allégorique, à quelque vérité primitive.

Conséquence : *il ne peut y avoir d'avancée du savoir*. La vérité a déjà été énoncée une fois pour toutes et l'on ne peut que continuer à interpréter son message obscur. Il suffit de regarder le syllabus de chaque mouvement fasciste pour y trouver les principaux penseurs traditionalistes. La gnose nazie se nourrissait d'éléments traditionalistes, syncrétistes, occultes. Julius Evola, la source théorétique essentielle de la nouvelle droite italienne, mélangeait le Graal avec les Protocoles des Sages de Sion, l'alchimie avec le Saint Empire romain. Le fait même que, pour montrer son ouverture d'esprit, une partie de la droite italienne ait récemment élargi son syllabus en réunissant De Maistre, Guénon et Gramsci, est une preuve lumineuse de syncrétisme.

Si vous regardez par curiosité les rayons des librairies américaines portant l'indication «New Age», vous y trouverez même saint Augustin, lequel, pour autant que je sache, n'était pas fasciste.

Mais le fait même de réunir saint Augustin et Stonehenge, ça, c'est un symptôme d'Ur-fascisme.

2. Le traditionalisme implique *le refus du monde moderne*. Les fascistes comme les nazis adoraient la technologie, tandis qu'en général les penseurs traditionalistes la refusent, la tenant pour la négation des valeurs spirituelles traditionnelles. Toutefois, bien que le nazisme ait été fier de ses succès industriels, ses louanges de la modernité n'étaient que l'aspect superficiel d'une idéologie fondée sur le Sang et la Terre (*Blut und Boden*). Le refus du monde moderne était camouflé sous la condamnation du mode de vie capitaliste, mais il recouvrait surtout le rejet de l'esprit de 1789 (et de 1776 bien sûr) : le siècle des Lumières, l'Âge de la Raison, conçus comme le début de la dépravation moderne. En ce sens, l'Ur-fascisme peut être défini comme *irrationalisme*.

3. L'irrationalisme dépend aussi du culte de *l'action pour l'action*. L'action est belle en soi, on doit donc la mettre en œuvre avant – et sans – la moindre réflexion. Penser est une forme d'émasculatation. Ainsi, *la culture est suspecte*, puisqu'on l'identifie à une attitude critique. De la déclaration attribuée à Goebbels («quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver») à l'emploi courant d'expressions telles que *sales intellectuels, crânes d'œuf snobs radicaux, les universités sont un repaire de communistes*, la suspicion envers le monde intellectuel a toujours été un symptôme d'Ur-fascisme. L'essentiel de

l'engagement des intellectuels fascistes officiels consistait à accuser la culture moderne et l'intelligentsia d'avoir abandonné les valeurs traditionnelles.

4. Aucune forme de syncrétisme ne peut accepter la critique. L'esprit critique établit des distinctions, et distinguer est un signe de modernité. Dans la culture moderne, la communauté scientifique entend le désaccord comme un instrument de progrès des connaissances. Pour l'Ur-fascisme, *le désaccord est trahison*.

5. Le désaccord est en outre signe de diversité. L'Ur-fascisme croît et cherche le consensus en exploitant et exacerbant la naturelle *peur de la différence*. Le premier appel d'un mouvement fasciste ou prématurément fasciste est lancé contre *les intrus*. L'Ur-fasciste est donc *raciste* par définition.

6. L'Ur-fascisme naît de la frustration individuelle ou sociale. Aussi, l'une des caractéristiques typiques des fascismes historiques est-elle *l'appel aux classes moyennes frustrées*, défavorisées par une crise économique ou une humiliation politique, épouvantée par la pression de groupes sociaux inférieurs. A notre époque où les anciens «prolétaires sont en passe de devenir la petite bourgeoisie (et où les *Lumpen* s'auto-excluent de la scène politique), le fascisme puisera son auditoire dans cette nouvelle majorité.

7. Quant à ceux qui n'ont aucune identité sociale, l'Ur-fascisme leur dit qu'ils jouissent d'un unique privilège – le plus commun de tous: être né dans le même pays. La source du *nationalisme* est là. Par ailleurs, les seuls à pouvoir fournir une identité à la nation étant les ennemis, on trouve à la racine de la psychologie Ur-fasciste *l'obsession du complot*, si possible international. Les disciples doivent se sentir assiégés. Le moyen le plus simple de faire émerger un complot consiste à en appeler à la *xénophobie*. Toutefois, le complot doit également venir de l'intérieur. Aussi les juifs sont-ils en général la meilleure des cibles puisqu'ils présentent l'avantage d'être à la fois dedans et dehors. Aux Etats-Unis, le livre de Pat Robertson, *The New World Order*, constitue le dernier exemple en date d'obsession du complot.

8. Les disciples doivent se sentir humiliés par la richesse ostentatoire et la force de l'ennemi. Quand j'étais enfant, on m'apprenait que les Anglais étaient «le peuple aux cinq repas»: ils mangeaient plus souvent que le pauvre mais sobre Italien. Les juifs sont riches et ils s'entraident grâce à un réseau secret d'assistance mutuelle. Cependant, les disciples doivent être convaincus de pouvoir vaincre leurs ennemis. Ainsi, par un continuel déplacement de registre rhétorique, *les ennemis sont à la fois trop forts et trop faibles*. Les fascismes sont condamnés à perdre leurs guerres, parce qu'ils sont dans l'incapacité constitutionnelle d'évaluer objectivement la force de l'ennemi.

9. Pour l'Ur-fascisme, il n'y a pas de lutte pour la vie, mais plutôt une vie pour la lutte. *Le pacifisme est alors une collusion avec l'ennemi*; le pacifisme est mauvais car *la vie est une guerre permanente*. Toutefois, cela comporte un complexe d'Armageddon: puisque les ennemis doivent et peuvent être défaits, il devra y avoir une bataille finale, à la suite de laquelle le mouvement prendra le contrôle du monde. Cette *solution finale* implique qu'il s'ensuivra une ère de paix, un Age d'or venant contredire le principe de guerre permanente. Aucun leader fasciste n'a jamais réussi à résoudre cette contradiction.

10. L'élitisme est un aspect type de l'idéologie réactionnaire, en tant que fondamentalement aristocratique. Dans l'histoire, tous les élitismes aristocratiques et militaristes ont impliqué le *mépris pour les faibles*. L'Ur-fascisme ne peut éviter de prêcher l'*élitisme populaire*. Tout citoyen appartient au peuple le meilleur du monde, les membres du parti sont les citoyens les meilleurs, tout citoyen peut (ou devrait) devenir membre du parti. Cependant, il n'est point de patriciens sans plébéiens. Le leader, qui sait que son pouvoir n'a pas été obtenu par délégation mais conquis par la force, sait aussi que sa force est fondée sur la faiblesse des masses, tellement faibles qu'elles méritent et ont besoin d'un Dominateur. Comme le groupe est organisé hiérarchiquement (selon un modèle militaire), chaque leader subordonné méprise ses subalternes, lesquels méprisent à leur tour leurs inférieurs. Tout cela renforce le sentiment d'un élitisme de masse.

11. Dans cette perspective, chacun *est éduqué pour devenir un héros*. Si dans toute mythologie, le héros est un être exceptionnel, dans l'idéologie Ur-fasciste, le héros est la norme. Un culte de l'héroïsme étroitement lié au *culte de la mort*: ce n'est pas un hasard si la devise des phalangistes était *Viva la muerte*. Pour les gens normaux, la mort est désagréable mais il faut l'affronter avec dignité; pour les croyants, c'est une façon douloureuse d'atteindre à un bonheur surnaturel. Le héros Ur-fasciste, lui, aspire à la mort, annoncée comme la plus belle récompense d'une vie héroïque. Le héros Ur-fasciste est impatient de mourir. Entre nous soit dit, dans son impatience, il lui arrive plus souvent de faire mourir les autres.

12. Puisque la guerre permanente et l'héroïsme sont des jeux difficiles à jouer, l'Ur-fasciste transfère sa volonté de puissance sur des questions sexuelles. Là est l'origine du *machisme* (impliquant le mépris pour les femmes et la condamnation intolérante de mœurs sexuelles non conformistes, de la chasteté à l'homosexualité). Puisque le sexe aussi est un jeu difficile à jouer, le héros Ur-fasciste joue avec les armes, véritables *Ersatz* phalliques: ses jeux guerriers proviennent d'une *Invidia Penis* permanente.

13. L'Ur-fascisme se fonde sur un *populisme qualitatif*. Dans une démocratie, les citoyens jouissent de droits individuels, mais l'ensemble des citoyens n'est doté d'un poids politique que du point de vue quantitatif (on suit les décisions de la majorité). Pour l'Ur-fascisme, les individus en tant que tels n'ont pas de droits, et le peuple est conçu comme une qualité, une entité monolithique exprimant la volonté commune. Puisque aucune quantité d'êtres humains ne peut posséder une volonté commune, le Leader se veut leur interprète. Ayant perdu leur pouvoir de délégation, les citoyens n'agissent pas, ils sont seulement appelés, *pars pro toto*, à jouer le rôle du peuple. Ainsi, le peuple n'est plus qu'une fiction théâtrale. Pour avoir un bon exemple de populisme qualitatif, il n'est plus besoin de Piazza Venezia ou du Stade de Nuremberg. Notre avenir voit se profiler un *populisme qualitatif Télé ou Internet*, où la réponse émotive d'un groupe sélectionné de citoyens peut être présentée et

acceptée comme la Voix du Peuple. En raison de son populisme qualitatif, l'Ur-fascisme doit *s'opposer aux gouvernements parlementaires «putrides»*. L'une des premières phrases que prononça Mussolini au parlement italien fut: «J'aurais pu transformer cette salle sourde et grise en un bivouac pour mes manipules. » Effectivement, il trouva aussitôt un meilleur abri pour ses manipules, mais peu après il liquida le parlement. Chaque fois qu'un politicien émet des doutes quant à la légitimité du parlement parce qu'il ne représente plus la Voix du Peuple, on flaire l'odeur de l'Ur-fascisme.

14. *L'Ur-Fascisme parle la Newspeak*. La *Newspeak* fut inventée par Orwell dans 1984, comme langue officielle de l'Ingsoc, le socialisme anglais, mais des éléments d'Ur-fascisme sont communs à diverses formes de dictature. Tous les textes scolaires nazis ou fascistes se fondaient sur un lexique pauvre et une syntaxe élémentaire, afin de limiter les instruments de raisonnement complexe et critique. Cela dit, nous devons être prêts à identifier d'autres formes de *Newspeak*, même lorsqu'elles prennent l'aspect innocent d'un populaire talk-show.

Maintenant que j'ai indiqué les possibles archétypes de l'Ur-fascisme, permettez-moi de conclure. Le matin du 27 juillet 1943, j'appris que la radio avait annoncé la chute du fascisme et l'arrestation de Mussolini. Ma mère m'envoya acheter le journal. J'allai au kiosque le plus proche. Là, je vis des journaux, il y en avait plein, mais leurs noms étaient tous différents. En outre, après un bref coup d'œil aux titres, je m'aperçus que chacun disait des choses différentes. J'en achetai un, au hasard, et je lus un message publié en première page, signé par cinq ou six partis politiques, la Démocratie chrétienne, le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti d'Action, le Parti libéral. Jusqu'alors, je croyais qu'il n'y avait qu'un seul parti par pays et qu'en Italie, c'était le Parti National Fasciste. Je découvrais que, dans mon pays, il pouvait y avoir différents partis en même temps. Plus encore: comme j'étais un petit garçon éveillé, je me dis que tant de partis n'avaient pu naître du jour au lendemain. Je compris qu'ils existaient déjà sous forme d'organisations clandestines.

Le message célébrait la fin de la dictature et le retour de la liberté : liberté de parole, de presse, d'association politique. Ces mots,

liberté, dictature – mon Dieu – je les lisais pour la première fois de ma vie. Grâce à ces nouveaux mots, je renaissais en tant qu'homme libre occidental.

Nous devons veiller à ce que le sens de ces mots ne soit pas oublié de nouveau. L'Ur-fascisme est toujours autour de nous, parfois en défroques civiles. Ce serait tellement plus confortable si quelqu'un s'avancait sur la scène du monde pour dire : « Je veux rouvrir Auschwitz, je veux que les chemises noires reviennent parader dans les rues italiennes. » Hélas, la vie n'est pas aussi simple! L'Ur-fascisme est susceptible de revenir sous les apparences les plus innocentes. Notre devoir est de le démasquer, de montrer du doigt chacune de ses nouvelles formes – chaque jour, dans chaque partie du monde. Je laisse une nouvelle fois la parole à Roosevelt: « J'ose dire que si la démocratie américaine cessait de progresser comme une force vive, cherchant jour et nuit, par des moyens pacifiques, à améliorer la condition de nos citoyens, la force du fascisme s'accroîtra dans notre pays » (4 novembre 1938). Liberté et Libération sont un devoir qui ne finit jamais. Telle doit être notre devise: *n'oubliez pas*.

Permettez-moi de terminer par une poésie de Franco Fortini :

Sur le parapet du pont Les têtes des pendus Dans l'eau de la source La bave des pendus Sur le pavé du marché Les ongles des fusillés Sur l'herbe séchée du pré Les dents des fusillés.

Mordre l'air mordre les pierres Notre chair n'est plus celle d'hommes Mordre l'air mordre les pierres Notre cœur n'est plus celui d'hommes.

Mais nous avons lu dans les yeux des morts Et sur terre, la liberté, nous la ferons Mais ils l'ont serrée, les poings des morts, La justice que nous ferons.

¹ Utilisé actuellement en logique pour désigner des ensembles flous, aux contours imprécis, le terme *fuzzy* pourrait se traduire par *flou, confus, imprécis, voilé*.

SUR LA PRESSE

Messieurs les Sénateurs, j'entends vous présenter ici un bref cahier de doléances sur la situation de la presse italienne, essentiellement dans ses rapports au monde politique. Et je peux le faire, non à l'insu mais en présence des représentants de cette presse, car ce que je m'apprête à vous dire, je l'écris depuis les années soixante, en grande partie dans des quotidiens et des hebdomadaires italiens. Cela signifie que nous vivons dans un pays où une presse libre et sans préjugés est capable de faire elle-même son procès.

La fonction du quatrième pouvoir consiste à contrôler et à critiquer les trois autres pouvoirs traditionnels (ainsi que celui de l'économie, des partis et des syndicats), mais cela est possible, dans un pays libre, parce que sa critique n'a aucune fonction répressive : les mass media ne peuvent influencer la vie politique d'un pays qu'en créant de l'opinion. Mais les pouvoirs traditionnels ne peuvent contrôler et critiquer les médias, si ce n'est à travers les médias; sinon, leur intervention devient sanction, soit exécutive, soit législative, soit judiciaire – ce qui n'arrive que si les médias se mettent hors la loi ou présentent des situations de déséquilibre politique et institutionnel. Cela dit, comme les médias – la presse, en l'occurrence – ne peuvent échapper aux critiques, c'est une condition de bonne santé d'un pays démocratique que sa presse sache se remettre elle-même en question.

Toutefois, souvent, cela ne suffit pas; au contraire, le fait de se remettre en question constitue un solide alibi, ou, pour être sévère, un cas de ce que Marcuse appelait « tolérance répressive » : ayant démontré son absence de préjugés auto-flagellatoires, la presse n'éprouve plus aucun intérêt à se réformer. Il y a environ vingt ans, Livio Zanetti m'avait demandé, et publié dans *L'Espresso*, un long article critique sur *L'Espresso* lui-même. Je suis peut-être trop modeste, mais si l'hebdomadaire s'est amendé ensuite, ce ne fut pas grâce à mon article, mais bien par évolution naturelle des choses.

En élaborant ce cahier de doléances, je n'entends pas critiquer la presse dans ses rapports au monde politique comme si ce dernier était la victime innocente des abus de la presse. Je pense qu'il est pleinement coresponsable de la situation que j'essaierai de tracer.

Par ailleurs, je ne serai pas de ces provinciaux pour lesquels seul ce qui se passe dans notre pays va mal. Je ne tomberai pas dans l'erreur de notre presse, souvent xénophile, qui, lorsqu'elle cite un

quotidien étranger, le fait précéder souvent de l'adjectif « influent », en arrivant ainsi à parler du « très influent *New York Post* », ignorant que le *New York Post* est un canard de troisième zone qu'on aurait honte de lire à Omaha, Nebraska. Beaucoup des maux dont souffre la presse italienne sont aujourd'hui communs à presque tous les pays. Toutefois, je ne me référerai de façon négative à d'autres pays qu'en cas de stricte nécessité, car « deux torts n'ont jamais fait une raison ». Et je ne les prendrai en exemple que lorsqu'il me semblera que leur leçon peut être positive pour nous aussi.

Dernière précision : mes textes de référence seront *La Repubblica*, *Il Corriere della Sera* et *L'Espresso*, et cela par correction. Ce sont en effet trois publications pour qui j'ai écrit et j'écris encore, si bien que mes critiques ne pourront être considérées comme préconçues ou inspirées de mauvaises intentions. Cela dit, les problèmes que je mettrai en lumière concernent la presse italienne dans son ensemble.

LES POLÉMIQUES DES ANNÉES SOIXANTE ET SOIXANTE-DIX

Dans les années soixante et soixante-dix, la polémique sur la nature et la fonction de la presse portait sur deux thèmes: a) la différence entre information et commentaire, et donc le rappel à l'objectivité; b) les journaux sont des instruments de pouvoir, gérés par des partis ou des groupes économiques, employant un langage volontairement cryptique car leur véritable fonction n'est pas d'informer les citoyens, mais d'envoyer des messages chiffrés à un autre groupe de pouvoir en passant par-dessus la tête des lecteurs. Le langage politique s'inspirait des mêmes principes, et l'expression «convergence parallèle » est restée dans la littérature sur les médias comme symbole de ce langage, à peine compréhensible dans les couloirs du Parlement, mais imperméable à la ménagère de moins de cinquante ans.

Nous le verrons, ces deux thèmes sont en grande partie obsolètes. D'un côté, il y avait eu une vaste polémique sur l'objectivité, et nombre d'entre nous soutenaient que, mis à part le bulletin météo, il n'existe jamais de nouvelle vraiment objective. Même en séparant soigneusement commentaire et nouvelle, le seul choix de la nouvelle et sa mise en page constituent un élément de jugement implicite. Au cours des dernières décennies, s'est imposé le style de la fameuse «thématisation » : une même page consacrée à des informations plus ou moins liées. Prenons par exemple la page 17 de *La Repubblica* du

dimanche 22 janvier. Quatre articles: « Brescia. Elle accouche et tue sa petite fille »; « Rome. A quatre ans, laissée seule à la maison, elle joue sur le rebord de la fenêtre, le père finit en prison »; « Rome. Il est désormais possible d'accoucher à l'hôpital, même si l'on ne veut pas garder son enfant » ; « Trévis. Une mère divorcée démissionne de son rôle de mère ». Vous le voyez, ce qui est thématiqué ici, c'est l'enfance abandonnée. Reste à savoir s'il s'agit d'un problème d'actualité typique de cette période. A-t-on toutes les informations sur des cas de ce genre? S'il n'y avait que quatre cas, l'information serait statistiquement négligeable; mais la thématisation élève cette histoire à ce que la rhétorique judiciaire et délibérative classique a appelé l'*exemplum* : un seul cas d'où l'on tire (ou l'on suggère subrepticement de tirer) une règle. S'il n'y a que quatre cas, le journal nous donne à penser qu'il y en a beaucoup plus; s'il y en avait eu beaucoup plus, il ne nous l'aurait pas dit. La thématisation ne fournit pas quatre nouvelles : elle exprime une opinion marquée sur la situation de l'enfance, indépendamment de la volonté du rédacteur en chef qui, au beau milieu de la nuit, a peut-être tout simplement choisi cette mise en place parce qu'il ne savait pas comment remplir la page dix-sept. Par là, je n'entends pas affirmer que la technique de la thématisation est erronée ou dangereuse : je dis simplement qu'elle nous montre comment on peut exprimer des opinions en donnant des informations totalement objectives.

Quant au langage cryptique, je dirais que notre presse l'a abandonné, parce que le langage des hommes politiques a lui aussi changé : s'ils lisaient auparavant sur une feuille devant un micro des phrases obscures et très élaborées, aucun n'hésite désormais à affirmer, *apertis verbis*, que son compagnon de cordée est un traître, ou à magnifier à l'envi les qualités érectiles de son propre organe reproducteur. La presse se rabat sur un langage à la portée de cette entité magmatique qu'elle appelle aujourd'hui « les vrais gens », mais elle pense qu'ils parlent uniquement par phrases toutes faites. Et voici donc – j'utilise par fragments les données recueillies par mes étudiants pendant un mois dans la presse italienne – les phrases toutes faites d'un seul article du *Corriere* du 11 janvier 1995 : « Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir », « L'homme se trouve le dos au mur », « Dini promet des larmes et du sang », « Le Quirinal est prêt à la guerre », « Chassez le naturel, il revient au galop », « Il faut laisser du temps au temps », « Il reste au gouvernement beaucoup de chemin à parcourir », « Nous avons perdu une bataille, nous n'avons pas perdu la guerre », « Nous sommes dans le pétrin jusqu'au cou ». Dans *La Repubblica* du 28 décembre 1994, on trouve qu'il faut « ménager la chèvre et le chou », « Qui trop embrasse, mal étreint », « Dieu me préserve de mes amis », « Le tour de vis du gouvernement

», « Fininvest descend à nouveau dans l'arène », « On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs », « Mieux vaut s'adresser au Bon Dieu qu'à ses saints », « Il est difficile de séparer le bon grain de l'ivraie », « Le vent a tourné », « La télévision se taille la part du lion, ne nous laissant que les miettes », « Remettons-nous dans le droit chemin », « L'indice d'écoute a plongé », « Perdre le fil du récit », « Ouvrir les yeux », « Garder un œil sur le frémissement du marché », « Il ne s'en est pas sorti indemne », « Tirer une douloureuse épine du pied », « Rendre l'honneur des armes »... Ce n'est pas un journal, c'est un almanach. Il reste à se demander si ces clichés sont plus ou moins transparents que les fameuses « convergences parallèles » dont les Brigades Rouges avaient compris ce qu'elles signifiaient, agissant donc en conséquence.

Notons que ces phrases toutes faites, bonnes pour les « vrais gens », sont à cinquante pour cent inventées par les journalistes et à cinquante pour cent citées de déclarations de parlementaires. Vous le voyez – pour employer une phrase toute faite, « l'étau se resserre », et nous mettons là en évidence une diabolique alliance où l'on ne sait pas qui sont les corrompus et qui sont les corrupteurs.

Donc, fin du vieux débat sur l'objectivité et le langage cryptique. De nouveaux problèmes se posent. Quels sont-ils et comment naissent-ils ?

LE QUOTIDIEN DEVIENT HEBDOMADAIRE

Dans les années soixante, les journaux ne souffraient pas encore de la concurrence de la télévision. Seul Achille Campanile, lors d'un congrès sur la télévision à Grosseto, en septembre 1962, avait eu une idée lumineuse : jadis, les journaux étaient les premiers à donner une information, puis les autres publications venaient approfondir la question. Le quotidien était un télégramme se terminant par : « Lettre suit. » Désormais, en 1962, l'information télégraphique était donnée au journal télévisé de vingt heures. Le lendemain matin, la presse donnait la même nouvelle. C'était une lettre se terminant par : « Télégramme suit, et même précède. »

Pourquoi seul un génie comique tel que Campanile a-t-il saisi cette situation paradoxale ? Parce que la télévision était alors limitée à une ou deux chaînes considérées comme gouvernementales, si bien qu'on ne les jugeait (et elles n'étaient pas) dignes de foi. Les journaux disaient plus de choses, de façon moins vague. Les comiques naissaient au cinéma ou au cabaret et n'aboutissaient pas toujours à la télé. La communication politique se faisait en place publique, face à face, ou par l'affichage mural : une étude sur les débats télévisés des années cinquante montre, à travers l'analyse des tribunes politiques, que, pour adapter ses propositions aux téléspectateurs moyens, le représentant du Parti communiste finissait par dire des choses presque identiques à celles du représentant de la Démocratie chrétienne, c'est-à-dire que les différences s'annulaient, chacun cherchant à paraître le plus neutre et le plus rassurant possible. Donc la polémique, la lutte politique, se passaient ailleurs, essentiellement dans les journaux.

Puis, il y a eu le saut quantitatif – les chaînes se sont multipliées – et qualitatif : même à l'intérieur de la télévision d'Etat, les trois chaînes étaient orientées politiquement de manière très différente. La satire, les débats enflammés, la fabrique du scoop ont envahi la télé, qui a même franchi les barrières du sexe, au point que certaines émissions de vingt-deux heures étaient bien plus osées que les couvertures monacales de *L'Espresso* ou de *Panorama*², lesquelles ne dépassaient pas la frontière du fessier. Au début des années soixante encore, je publiais une rubrique sur les talk-shows américains, comme autant de lieux d'une conversation civile, spirituelle, pouvant tenir éveillés les téléspectateurs cloués jusque

tard dans la nuit devant leur poste, et je me rappelle les avoir proposés avec passion pour la télé italienne. Puis, les écrans italiens virent l'apparition de plus en plus triomphale du talk-show, qui devint toutefois peu à peu un lieu de rencontres violentes, parfois même physiques, une école de langage sans moyen terme (pour être tout à fait vrai, une telle évolution s'est produite également dans les talk-shows des autres pays).

La télévision étant devenue la première source de diffusion des informations, il ne restait à la presse quotidienne que deux voies : je parlerai plus tard de la première voie possible (que je me contenterai de définir pour l'instant comme « attention élargie ») ; mais je crois possible d'affirmer que les journaux ont suivi en grande partie la seconde voie : ils se sont « hebdomadairisés ». Le quotidien ressemble de plus en plus à un hebdo, consacrant un espace énorme au spectacle, aux faits de société, aux potins de la vie politique, du show business. Cela provoque une crise des hebdomadaires de haute catégorie – de *Panorama* à *Epoca*, de *L'Europeo* à *L'Espresso* : il ne reste à l'hebdomadaire que deux solutions, soit il se « mensualiser » (mais il existe déjà des mensuels spécialisés, sur la voile, les montres, la cuisine, les ordinateurs, ayant tous leur public fidèle et un marché sûr) ; soit il occupe l'espace du potin qui appartenait avant – et appartient toujours – aux hebdomadaires de catégorie moyenne, *Gente* ou *Oggi* pour les passionnés de noces princières, ou de basse catégorie, *Novella 2000*, *Stop* ou *Eva Express* pour les adeptes de l'adultère spectacle et les chasseurs de seins découverts dans l'intimité des lieux d'aisances.

Toutefois, les hebdomadaires de haute catégorie ne peuvent s'aligner sur les catégories moyenne ou basse que dans les pages finales – et c'est là en effet que vous devrez chercher les seins, les amitiés amoureuses et les mariages. Mais ce faisant, ils perdent la physionomie de leur public; plus l'hebdo de haute catégorie frôle la catégorie basse ou moyenne, plus il acquiert un public qui n'est pas son lectorat traditionnel, moins il sait à qui il s'adresse et c'est le début de la crise; il augmente son tirage et perd son identité. Par ailleurs, les suppléments hebdomadaires des quotidiens lui portent un coup mortel. Il aurait une seule solution : suivre la voie de revues qui, aux Etats-Unis, s'adressent à une frange élevée de lecteurs, comme le *New Yorker*, lequel offre à la fois la liste des pièces de théâtre, quelques bandes dessinées de haut niveau, de brèves anthologies poétiques, et se permet de publier un article de cinquante feuillets sur la vie d'une grande dame de l'édition, Helen

Wolf. Ou alors, il pourrait prendre exemple sur *Time* ou *Newsweek*, lesquels acceptent d'être des hebdomadaires qui parlent d'événements déjà évoqués par les quotidiens et la télé, mais qui fournissent sur ces événements des résumés essentiels ou des dossiers d'approfondissement écrits à plusieurs mains, dont chacun nécessite plusieurs mois de programmation et de travail, ainsi qu'une documentation contrôlée à l'extrême, si bien qu'on voit rarement ces hebdomadaires publier des lettres de démenti concernant des données factuelles. D'autre part, un article pour le *New Yorker* est commandé des mois à l'avance, et si ensuite il est jugé dépassé, l'auteur est quand même payé (grassement) et l'article est jeté au panier. Ce genre d'hebdomadaire a des coûts très élevés, et ne peut exister que pour un marché mondial d'anglophones, et non pour un marché restreint d'italophones, où les indices de lecture sont encore décourageants.

C'est la raison pour laquelle l'hebdomadaire s'efforce de suivre le quotidien sur ses traces, chacun essayant de surpasser l'autre afin de conquérir le même lectorat. Cela explique pourquoi le glorieux *Europeo* s'arrête, pourquoi *Epoca* cherche désespérément une alternative à grands coups de lancements télévisés, pourquoi *L'Espresso* et *Panorama* luttent pour se différencier : ils le font, mais le public s'en aperçoit de moins en moins. Je rencontre souvent des connaissances (cultivées) qui me complimentent pour la belle rubrique que je tiens dans *Panorama* ³ et qui m'assurent avec adulation n'acheter *Panorama*, et rien que *Panorama*, uniquement pour lire ma rubrique.

L'IDÉOLOGIE DU SPECTACLE

Et les quotidiens? Pour s'hebdomadairiser, ils augmentent leur nombre de pages, pour ce faire, ils s'arrachent la publicité, puis, pour avoir davantage de pub, ils augmentent encore les pages et inventent des suppléments, pour meubler toutes ces pages, ils doivent raconter quelque chose, pour raconter ce quelque chose, ils doivent aller au-delà de la pure et simple nouvelle (laquelle, d'ailleurs, a déjà été donnée par la télé), et ils s'hebdomadairisent de plus en plus, contraints d'inventer de l'information, de transformer en information ce qui n'en est pas.

Un exemple. Il y a quelque temps, recevant un prix à Grinzane, j'ai été présenté par mon collègue et ami Gianni Vattimo. Les spécialistes en philosophie savent que mes positions divergent de

celles de Vattimo, mais que nous nous témoignons malgré cela une estime réciproque. D'aucuns savent que nous sommes des amis fraternels depuis notre jeunesse et que nous aimons nous taquiner dès qu'une occasion conviviale nous en offre la possibilité. Ce jour-là, Vattimo avait donc choisi la voie de la convivialité, faisant une présentation affectueuse et spirituelle, à laquelle j'ai répondu sur un ton tout aussi badin, soulignant par des piques et des paradoxes nos perpétuelles divergences. Le lendemain, un de nos journaux consacrait l'intégralité de sa page culturelle à l'affrontement de Grinzane qui, paraît-il, marquait la naissance d'une nouvelle fracture, dramatique et inouïe, au sein de la philosophie italienne. L'auteur de l'article savait pertinemment qu'il ne s'agissait pas d'une information, même pas culturelle. Il avait simplement *créé une affaire* qui n'existait pas. Je vous laisse le soin de trouver des équivalences dans le domaine politique. Mais l'exemple culturel est intéressant : le journal devait construire une affaire car il avait à remplir trop de pages consacrées à la culture, à la variété et aux faits de société, dominées par une idéologie du spectacle.

Prenons le *Corriere della Sera* (44 pages) et *La Repubblica* (54 pages) du lundi 23 janvier 1995. Vu la plus grande densité typographique du *Corriere*, nous sommes à une quantité égale de matériel. Le lundi est un jour difficile, il n'y a pas d'information politique et économique fraîche, il reste le sport. En Italie, ce jour-là, nous sommes en pleine crise gouvernementale, et nos quotidiens consacrent leurs articles de fond au duel Dini-Berlusconi. Un massacre en Israël « le jour d'Auschwitz » occupe une bonne partie de la première page, à quoi s'ajoutent l'affaire Andreotti et, pour le *Corriere*, la mort de Rose Kennedy. Enfin, on a les chroniques sur la Tchétchénie. Comment remplir le reste? Les deux journaux consacrent respectivement 7 et 4 pages aux faits divers de la ville de publication, 14 et 7 au sport, 2 et 3 à la culture, 2 et 5 à l'économie, et de 8 à 9 pages à la rubrique de société, spectacle et télévision. Dans les deux cas, sur 32 pages, 15 au moins sont consacrées à des articles de type hebdomadaire.

Prenons maintenant le *New York Times* de ce même lundi. Sur 53 pages, 16 vont au sport, 10 à des problèmes métropolitains, 10 à l'économie. Restent 16 pages. Là-bas, il n'y a pas de crise en cours, et Washington ne requiert pas une grande place, si bien que les 5 pages de *National Report* s'occupent d'affaires intérieures. Puis, après le massacre en Israël, on trouve au moins dix articles sur le Pérou, Haïti, les réfugiés cubains, le Rwanda, la Bosnie, l'Algérie, une conférence internationale sur la pauvreté, le Japon post-tremblement de terre, l'affaire monseigneur Gaillot. Suivent 2 pages

denses de commentaires et d'analyses politiques.

Les deux journaux italiens ne parlent pas du Pérou, de Haïti, de Cuba, du Rwanda. Admettons que les trois premiers sujets intéressent davantage les Américains que les Européens, mais en tout cas, il ressort qu'il y avait des thèmes d'actualité internationale que les journaux italiens ont délaissés pour augmenter la partie consacrée aux spectacles et à la télé. Le *New York Times*, uniquement parce que c'est un lundi, consacre 2 pages au *media business*, sans toutefois que ce soient des anticipations ou des indiscretions sur les gens du spectacle, mais des réflexions et des analyses économiques sur le *show business*.

LE QUOTIDIEN ET LA TÉLÉVISION

La presse italienne est désormais succube de la télévision. C'est la télé qui fixe l'agenda de la presse. Dans aucune presse au monde, les informations télévisées ne font la une des quotidiens, à moins que la veille, Clinton ou Mitterrand n'aient prononcé une allocution télévisée, ou qu'on ait limogé l'administrateur délégué d'une chaîne nationale.

Qu'on ne vienne pas me répondre qu'il faut bien faire du remplissage. Prenons le *New York Times* de dimanche 22 janvier. Il y a, en tout, 569 pages, y compris les inserts publicitaires, la revue des livres, l'hebdo des spectacles, les voyages, les automobiles, *etc.* Allons voir à quel endroit il est question de télévision – appareil électroménager qui occupe par ailleurs une grande place dans l'imaginaire américain. On en parle à la page 32 du supplément arts et spectacles, et il s'agit d'une réflexion sur les stéréotypes raciaux dans les émissions, et d'un long compte rendu d'un beau documentaire sur les volcans. Puis, il y a l'encart des programmes, bien sûr, mais le sujet télévision ne réapparaît même pas dans le supplément de variétés et faits de société. Donc, il est faux de dire qu'on doit parler de télévision pour remplir des pages et intéresser le public. C'est un choix, pas une nécessité. Le même jour, les quotidiens italiens se faisaient largement l'écho d'une émission de Chiambrelli ⁴ (à diffuser, il s'agissait donc d'une publicité gratuite) dont l'information principale était que l'animateur avait tenté de pénétrer avec ses caméras dans la salle de l'université où je donnais un cours et que moi – par respect du lieu et de la fonction – je l'en avais empêché. Si vraiment il s'agissait là d'une information (car le fait que certains sanctuaires restent télévisuellement inviolés

constitue malgré tout une information), elle valait quatre lignes parmi les entrefilets des curiosités.

Et si, à la porte de cette salle, c'était un homme politique qui, caméra au poing, avait frappé, et si je lui avais demandé de renoncer à son entreprise ? Aurait-il eu, sans entrer dans la salle, et sans paraître à l'écran, la une des journaux ? En Italie, le monde politique fixe l'agenda des priorités journalistiques en affirmant quelque chose à la télé (ou même en annonçant qu'il l'affirmera), et la presse, le lendemain, ne parle pas de ce qui s'est passé dans le pays mais de ce qui en a été dit ou de ce qui aurait pu en être dit à la télévision. Et encore, s'il ne s'agissait que de cela, car désormais la petite phrase assassine d'un homme politique à la télévision tient lieu de communiqué de presse formel. Mais maintenant, chez nous, à la une des journaux, parmi les informations politiques, on trouve le récit des gifles que se sont échangées D'Agostino et Sgarbi lors d'un talk-show houleux.

Nous sommes sans doute le pays où, plus que partout ailleurs, la vie de la télévision est étroitement mêlée à la vie politique, et où la presse écrite doit tenir compte de cette imbrication. Un ami étranger me faisait remarquer que seuls les journaux italiens étaient capables de faire la chose suivante : dimanche 29 janvier, publier en première et septième pages de *La Repubblica*, et en cinquième page du *Corriere*, sur plusieurs colonnes, la déclaration historique de Chiambretti : « Moi, je ne renonce pas. » (Et cela, uniquement parce que son concurrent Santoro ⁶ avait lancé la veille une provocation.) La décision professionnelle d'un comique ne devrait pas constituer une nouvelle digne de faire la une, surtout si le comique en question décide non pas d'interrompre mais de continuer tranquillement son émission. Si l'information, c'est l'homme qui mord le chien et non pas le chien qui mord l'homme, nous nous trouvons là dans un cas où, de toute évidence, le chien n'avait mordu personne. Et pourtant, nous savons tous que derrière ce débat, où s'était impliqué même Enzo Biagi⁷, il y avait un sentiment de malaise, une polémique à caractère clairement politique. Nous devrions dire que si la presse a été contrainte à la mettre en une, ce n'est pas sa faute, mais celle de la situation italienne. Pourtant, je me hasarde à affirmer que si la situation politique est ce qu'elle est, cela relève aussi de la responsabilité de la presse.

Depuis longtemps déjà, pour capturer le public de la télévision, la presse a imposé la télé comme espace politique privilégié, en faisant une publicité démesurée à son concurrent naturel. Les hommes politiques en ont tiré les conclusions qui s'imposaient : ils ont choisi la télévision, en ont adopté le langage et les façons de faire, certains

que c'était le seul moyen pour eux d'attirer aussi l'attention de la presse écrite.

La presse a offert au spectacle une publicité au-delà du nécessaire. Il était alors évident que les politiciens chercheraient à se faire remarquer en amenant la Cicciolina au parlement; et le cas de la Cicciolina est typique, puisque, par instinctive prudence, la télévision n'avait pas donné à la Cicciolina l'espace que lui a aussitôt accordé la presse écrite.

L'INTERVIEW

Alors qu'elle dépend de la télévision pour son agenda, la presse a décidé de rivaliser avec elle dans son style. La manière la plus typique de délivrer une information – politique, littéraire, scientifique –, c'est l'interview. Elle est devenue incontournable à la télé, où l'on ne peut parler de quelqu'un sans le montrer, mais en revanche c'est un outil que la presse écrite a toujours utilisé par le passé avec parcimonie. Interviewer, cela signifie offrir son espace à quelqu'un pour lui faire dire ce que lui veut dire. Il suffit de penser à ce qui se passe quand un auteur publie un livre. Le lecteur attend de la presse un jugement et une orientation, et il se fie à l'opinion d'un critique connu ou au sérieux de la publication. Mais aujourd'hui, un journal se considère comme battu s'il ne parvient pas à obtenir, dudit auteur, une interview avant tout. Or, qu'est-ce qu'une interview? Fatalement, de l'auto-promotion. Il est rarissime qu'un auteur déclare avoir écrit un livre abominable (et c'est le cas aussi, je le rappelle, dans les autres pays). Elle donne lieu en général à un chantage implicite : « Pas d'interview, pas de recension », mais souvent, satisfait d'avoir obtenu l'interview, le journal oublie la recension. Résultat, le lecteur est floué. La publicité a précédé ou remplacé la critique, et souvent, quand il finit par écrire, le critique littéraire n'évoque pas le livre mais ce que l'auteur a dit au cours des diverses interviews.

A fortiori, l'interview d'un homme politique devrait être un acte d'une certaine importance : soit elle est réclamée par l'homme politique, qui veut utiliser le journal comme véhicule – et c'est le journal qui juge bon de lui accorder ou non cet espace –, soit elle est sollicitée par le journal, qui veut approfondir une position donnée du politicien. Une interview sérieuse doit prendre du temps, et l'interviewé (comme cela se produit presque partout dans le monde) doit ensuite relire ses réponses citées entre guillemets, afin d'éviter

les malentendus et les démentis. Aujourd'hui, les quotidiens publient une dizaine d'interviews par jour, où l'interviewé dit ce qu'il a déjà dit à d'autres journaux; mais, pour battre la concurrence, il faut que l'interview de ce journal-là soit plus savoureuse que celle des autres. Le jeu consiste donc à amener coûte que coûte l'homme politique à révéler à mots couverts n'importe quoi, ce qui, astucieusement emphatisé, fera éclater le scandale.

Alors l'homme politique, toujours sur le devant de la scène le lendemain pour démentir ce qu'il a déclaré la veille, est-il victime de la presse ? Faut-il lui demander : « Mais pourquoi entrer dans le jeu, au lieu d'adopter la technique efficace du *no comment*? » En octobre dernier, Umberto Bossi a apparemment choisi cette voie, quand il a interdit à ses députés de parler aux journalistes. Choix perdant, parce qu'il l'a soumis aux attaques de la presse? Choix gagnant, parce que cela lui a rapporté au moins deux jours de présence en pleine page sur tous les quotidiens? Les journalistes parlementaires affirment que, à chaque déclaration suivie d'un virulent démenti, l'homme politique a effectivement fait cette semi-déclaration, afin que le journal la publie et qu'il puisse la démentir le lendemain, ayant ainsi lancé un ballon d'essai, et fait parvenir à sa cible une insinuation ou une menace. Alors, on a envie de demander au chroniqueur parlementaire, victime du politicien astucieux : « Mais pourquoi jouer le jeu, au lieu d'exiger de lui faire contrôler et contresigner ses réponses citées entre guillemets ? »

La réponse est simple. A ce jeu-là, chacun a quelque chose à gagner et rien à perdre. Dans la mesure où le jeu est vertigineux, les déclarations se suivent jour après jour, le lecteur perd le fil, et oublie ce qui a été dit; pour sa part, le journal fait ses gros titres de l'information, et l'homme politique en tire l'avantage qu'il s'était fixé au départ. C'est un *pactum sceleris* aux dépens du lecteur et du citoyen. Mais, comme tous les crimes, à la fin, il ne paie pas : le prix, tant pour la presse que pour l'homme politique, c'est la perte de confiance et la réaction poujadiste du lecteur.

L'interview est rendue plus attrayante, nous l'avons vu, grâce au changement radical du langage politique qui, en prenant la forme du débat et de la rixe télévisée, n'est plus avisé, mais pittoresque et immédiat. Pendant longtemps, nous nous sommes plaints des hommes politiques italiens qui lisaient une mince et obscure déclaration écrite sur un bout de papier, et nous admirions ces hommes politiques américains qui devant les micros semblaient parler en improvisant, insérant dans leur discours de savoureux mots d'esprit. Eh bien, tout cela n'était qu'illusion : la majeure partie d'entre eux avaient suivi les cours des différents *speech centers* de

leur université; ils obéissaient et obéissent aux règles d'un art oratoire apparemment improvisé mais réglé en réalité au millimètre près; ils faisaient et font (sauf cas de gaffes) des mots d'esprit enregistrés dans des manuels spécialisés, ou préparés nuitamment par des nègres dévoués.

S'étant soustrait à l'éloquence pontifiante de la Première République, l'homme politique de la Seconde improvise vraiment. Il parle de manière plus compréhensible, mais souvent incontrôlée. Inutile de dire que, pour les journaux, surtout s'ils ont décidé de s'hebdomadairiser, c'est une manne. Vous me pardonnerez la comparaison irrévérencieuse, mais cela me fait penser à ce mécanisme psychologique normal que l'on constate dans une auberge de village, où, si l'un des clients a trop levé le coude et commence à lancer une phrase inconsidérée, les autres font tout pour l'amener à dépasser les bornes. C'est la dynamique de la provocation qui fonctionne dans le talk-show, et s'installe dans le rapport entre chroniqueur et homme politique. La moitié des phénomènes que nous définissons aujourd'hui comme « empoisonnement de la lutte politique » provient de cette dynamique incontrôlable. Bien sûr, j'ai dit que, pris dans le tourbillon, les lecteurs oublient la déclaration spécifique; mais ce qui reste et qui devient l'usage, c'est le ton du débat, la conviction que tout est permis.

LA PRESSE PARLE DE LA PRESSE

Dans cette haletante course aux déclarations, il arrive de plus en plus que la presse ne parle que de la presse. De plus en plus souvent, on lit dans un journal A un article annonçant une interview à paraître le lendemain dans un journal B. De plus en plus souvent, on voit un démenti soutenant qu'aucune déclaration n'a jamais été faite au journal A, suivi de la réponse du journaliste affirmant avoir lu la réponse dans une interview accordée au journal B, sans se soucier de savoir si B n'avait pas lui aussi traité indirectement la nouvelle tirée d'un journal C.

Quand elle ne parle pas de télévision, la presse parle d'elle-même; elle a appris cela de la télévision, qui parle essentiellement de télévision. Au lieu de susciter une indignation inquiète, cette situation anormale fait le jeu des hommes politiques, satisfaits de voir que chacune de leurs déclarations à un seul média est reprise en écho par la caisse de résonance de tous les autres médias réunis.

Ainsi, les médias, de fenêtre sur le monde, se sont transformés en miroir, les téléspectateurs et les lecteurs regardent un monde politique qui s'admire lui-même, comme la reine de Blanche-Neige.

QUI FAIT MAINTENANT LE SCOOP?

L'Espresso a souvent lancé des campagnes qui ont fait date, il suffit de penser au célèbre et initial : « Capitale corrompue, nation infectée. » Mais quelle était la technique de ces campagnes? Je n'ai chez moi qu'une seule année complète de *L'Espresso*, celle de 1965, et je l'ai feuilletée l'autre jour. Du numéro 1 au numéro 7, les articles traitent de politique et de sujets de société, et il n'y a aucune révélation extraordinaire. Ce n'est qu'au numéro 7 que paraît une enquête de Jannuzzi, « L'impôt cédulaire de Saint-Pierre », où le Vatican est accusé d'avoir soustrait en trois ans quarante milliards au fisc, avec l'autorisation du gouvernement italien. Nous sommes en pleine période conciliaire, l'article 7 de la Constitution est remis en question, le sujet est brûlant. Au numéro 8, le thème fiscal n'est pas repris. En échange, un papier est publié sur *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth, dont la représentation avait été interdite par la préfecture de Rome, avec un article de Scalfari. On trouve aussi un article non signé d'indiscrétions sur le concile. Sans que le lecteur s'en rende compte du premier coup, le sujet du *Vicaire* est repris dans la rubrique théâtrale de Sandro De Feo. Au numéro 9, commence un long reportage de Camilla Cederna sur les coulisses du concile, qui continue jusqu'au numéro 13.

Ce n'est qu'au numéro 13, presque deux mois après, qu'un article de Livio Zanetti ouvre le problème politique du débat sur la révision du concordat, et, à la fin seulement, fait la relation avec les fraudes fiscales présumées du Vatican. Le sujet revient au numéro 14, mais pas en titres de première page. Au numéro 15, l'Eglise est présente avec un article de Falconi sur les prêtres rebelles et sur l'affaire, alors nouvelle, de l'église de Barbiana⁸. Ce n'est qu'au numéro 16 qu'un éditorial en première page évoque le poids politique d'une visite de Pietro Nenni⁹ au Vatican. L'Etat italien saura-t-il faire valoir ses droits? A partir du numéro 18, commence une nouvelle enquête sur les mystères de la magistrature.

Le journal avait évidemment une stratégie, il savait qu'il ne pouvait crier « Au loup ! » toutes les semaines, il dosait les tons, diffusait à petite dose l'information, laissait les lecteurs se former petit à petit une opinion, faisait sentir à la classe politique le poids

d'un monitoring discret mais constant, laissant comprendre que, si nécessaire, il pourrait de nouveau agir à découvert.

Un hebdomadaire pourrait-il aujourd'hui se comporter de la même manière? Non : a) *L'Espresso* d'alors s'adressait, par son tirage et sa présentation graphique, à la classe dirigeante ; aujourd'hui, ses lecteurs ont augmenté d'au moins cinq fois; il ne peut plus adopter la technique de l'insinuation subtile, progressive et graduelle; b) aujourd'hui, le scoop serait repris et amplifié par l'ensemble de la presse et des médias; pour reprendre le sujet, l'hebdo devrait aussitôt frapper plus fort, trouver des informations plus explosives, quitte à gonfler des nouvelles insuffisamment contrôlées; c) dans le monde politique, lors de ses apparitions à la télévision, le sujet aurait conduit à la rixe; l'objet de l'information ne serait plus le soupçon de fraude fiscale, ou le problème de concordat, mais le débat enflammé et pittoresque provoqué par ce sujet – et l'hebdomadaire ne parlerait que de la façon dont les autres journaux de presse écrite ou télévisée traitent la question; d) enfin, parmi les éléments de transformation de la presse, il est impossible de ne pas prendre en considération la nouvelle attitude de la magistrature. La presse intervenait là où les forces politiques se taisaient, et là où la magistrature était aveugle. Après l'opération Mains Propres, la magistrature a atteint une telle intensité de dénonciation tous azimuts qu'il reste à la presse bien peu de chose à découvrir. Elle ne peut que reprendre (ou anticiper, dans une frénétique course à l'indiscrétion) les dénonciations issues des tribunaux, ou changer de jeu et dénoncer la magistrature, mais là aussi, elle est à la traîne de la télévision. Le jeu des parties en présence devient alors convulsif. Et cette convulsion le vide de tout effet, produisant comme unique effet global l'empoisonnement de la lutte politique.

Si autrefois un journal devait envoyer ses propres espions arpenter les couloirs des palais de Rome pour soutirer quelques prudents aveux à des gens qui savaient, aujourd'hui il doit se méfier de quelqu'un qui voudrait lui fournir, sans qu'il l'ait demandé, des dossiers brûlants dont il deviendrait, s'il ne vérifiait pas qu'ils sont dignes de foi, l'amplificateur dupé, perdant ainsi toute sa crédibilité. Le journal doit jouer en défense, parer des coups qui viennent de l'extérieur. Pecorelli ¹⁰ – qui jouait à mi-chemin entre événement, monde politique, reportage et journalisme – l'a emporté sur Arrigo Benedetti¹¹ – qui pensait au journalisme comme à un quatrième pouvoir autonome.

Ailleurs, disons-le, il n'en va pas autrement, et la France a récemment déploré que la course au scoop ait violé l'intimité la plus jalouse du président de la République.

Une comparaison entre Nixon et Clinton nous montre les conséquences de cette course au scoop. Avant l'enquête du *Washington Post* sur le Watergate, il n'y avait jamais eu d'attaques, qui ne soient pas politiques, contre la présidence et son honorabilité. Si nous considérons en soi l'entité du dol, Nixon pouvait s'en sortir facilement en accusant des collaborateurs trop zélés. Mais il a commis l'erreur de partir sur un mensonge. Alors, la campagne de presse a tout misé sur le fait que le président des Etats-Unis avait menti, et Nixon a fini par tomber non parce qu'il était indirectement coupable d'effraction, mais parce qu'il s'était rendu coupable de mensonge. Le choix avait été donc précis, ponctuel, calibré, et en cela, efficace. Ce qui rend la campagne contre Clinton beaucoup plus faible et effilochée, c'est qu'on en est maintenant à un scoop par jour, et que pour l'avoir, on n'hésite pas à attribuer à Clinton et à Hillary n'importe quelle malversation : de la spéculation immobilière à la nourriture du chat achetée avec l'argent de l'Etat. Trop, c'est trop. L'opinion publique est troublée, elle reste fondamentalement sceptique. Là aussi, le résultat final, c'est l'empoisonnement de la lutte politique : on ne remplace un leader que si on réussit à le jeter en prison.

QUE FAIRE?

Pour se soustraire à ces contradictions, il ne reste à la presse que deux voies, toutes deux ardues, et même les journaux étrangers qui les ont pratiquées jusqu'à présent doivent peu ou prou se transformer, afin de s'adapter aux temps nouveaux.

La première est la « voie fidjienne ». En 1990, je me suis trouvé pendant presque un mois aux îles Fidji, et l'année dernière pendant presque un mois aux Caraïbes. Je ne pouvais lire, dans les îlots où j'étais, que le quotidien local : huit ou douze pages, surtout des publicités pour les restaurants, et des nouvelles locales. J'étais donc aux Fidji quand a éclaté la crise du Golfe, et aux Caraïbes quand on débattait du décret Biondi¹² : eh bien, j'étais tenu au courant de tous les événements essentiels. Ces journaux très pauvres, ne travaillant que sur communiqués d'agence, parvenaient à donner en quelques lignes les nouvelles les plus importantes du jour précédent. A cette distance, je comprenais que ce que le journal passait sous silence n'était pas si important que cela.

Suivre la voie fidjienne implique bien sûr pour un journal une terrible chute de ses ventes. Il deviendrait un bulletin destiné à une

élite semblable à celle qui lit les bulletins des marchés de changes : en effet, pour comprendre le poids d'une nouvelle donnée de manière essentielle, il faut un œil éduqué. Ce serait cependant un malheur pour la vie politique qui perdrait la fonction critique de la presse. Les politiciens superficiels pourraient penser que la télévision leur suffirait : mais, comme toute forme de spectacle, la télévision use. Une classe politique croît et mûrit à travers une confrontation ample, tranquille et réfléchie, comme seul l'autorise le rapport avec la presse. La classe politique est la première à avoir tout à perdre (elle ne raflerait que quelques avantages à court terme : rares, et très vite maudits) d'une presse quotidienne totalement hebdomadairisée et aplatie sur la télévision.

L'autre voie serait celle que j'ai définie de « l'attention élargie » : le quotidien renonce à devenir un hebdomadaire de variétés, et devient une austère mine d'informations digne de foi sur tout ce qui se produit dans le monde; il ne parlerait que du coup d'Etat survenu la veille dans un pays du tiers-monde, mais il aurait suivi avec attention les événements dudit pays, même quand ils étaient en incubation, réussissant à expliquer à son lecteur pourquoi (pour quels intérêts économiques ou politiques, fussent-ils nationaux) il fallait être attentif à ce qui se passait là-bas. Or, ce type de presse quotidienne requiert une lente éducation du lecteur ; aujourd'hui, en Italie, un tel quotidien aurait perdu ses lecteurs avant d'être parvenu à les éduquer. Même le *New York Times*, qui a pourtant un lectorat éduqué et opère à New York en situation de quasi-monopole, trouve désormais face à lui un *US Today* très coloré et plus léger, qui lui prend une partie de sa clientèle.

Mais il y a autre chose. Avec les développements de la télématique et d'une télévision interactive, bientôt chacun d'entre nous pourra composer, voire imprimer chez lui, à l'aide d'une télécommande, son propre quotidien essentiel, en choisissant parmi une myriade de sources. Il y aurait là un risque mortel pour les quotidiens – mais pas pour les éditeurs de journaux, qui vendraient leurs informations à coût réduit. Le danger du journal *home made*, c'est qu'il ne parle que de ce qui intéresse l'utilisateur, le tenant ainsi écarté d'un flux d'informations, de jugements ou de cris d'alarme qui pourraient le solliciter; il lui ôterait la possibilité de recevoir, en feuilletant le reste du journal, une nouvelle inattendue, non désirée. Nous aurions une élite d'utilisateurs très informés, sachant où et quand chercher les informations, et une masse de sous-prolétaires de l'information, satisfaits d'apprendre la naissance d'un veau à deux têtes dans la région, mais ignorants du reste du monde. Et d'ailleurs, cela est déjà le cas pour les journaux américains non publiés à New

York, San Francisco, Los Angeles, Washington et Boston.

Et cela ne ferait pas non plus l'affaire des hommes politiques, contraints de se replier sur la seule télévision : on aurait un régime de république plébiscitaire, où les électeurs ne réagiraient qu'en fonction de l'émotion du moment, émission par émission, heure par heure. D'aucuns pourraient voir là une situation idéale : mais en ce cas, ce ne serait pas les seuls hommes politiques, mais bien les groupes politiques eux-mêmes qui auraient la vie brève d'un top model.

Reste ouvert, il est vrai, un futur Internet, et des hommes politiques comme Al Gore l'ont compris depuis longtemps. L'information est diffusée par d'innombrables canaux autonomes, le système est acéphale et incontrôlable, tout le monde débat avec tout le monde, réagit aux sondages en temps réel, avale des messages même approfondis qu'il découvre au fur et à mesure, entretient des relations et des discussions au-dessus de la dialectique parlementaire, ou de la polémique journalistique, caduque.

Toutefois, et au moins pour de longues années : a) les réseaux télématiques resteront un instrument destiné à une élite jeune et acculturée, et non pas aux ménagères, aux marginaux, aux retraités ou aux bourgeoises qui votaient respectivement pour chacun de vos partis. Je plaisante en vous menaçant, mais il y a du vrai dans cela : pour l'instant, ce n'est ni à vous ni à votre électorat traditionnel qu'ils peuvent donner le pouvoir, mais à mes étudiants, qui établiront un pont privilégié avec les yuppies de Wall Street; b) il n'est pas dit que ces réseaux pourront rester acéphales, soustraits à un contrôle au sommet; nous sommes déjà dans une situation d'encombrement, et demain, un Big Brother pourrait contrôler les chaînes d'accès ; c) l'immense quantité d'informations que ces réseaux autorisent, pourrait amener à une censure par excès. Le *New York Times* du dimanche contient vraiment *all the news that's fit to print*, « tout ce qui vaut la peine d'être imprimé », et pourtant il ne diffère pas beaucoup de la *Pravda* du temps de Staline, car, étant donné qu'il est impossible de tout lire en sept jours, c'est comme si les nouvelles étaient censurées. L'excès d'information conduit à des critères fortuits de décimation, ou à des choix avisés qu'à nouveau seule une élite hautement éduquée peut se permettre.

Comment conclure? A mon avis, la presse, au sens traditionnel des quotidiens et hebdomadaires imprimés sur papier, achetés par un acte volontaire en kiosque, a encore une fonction fondamentale, pas seulement pour la croissance civile d'un pays, mais aussi pour notre satisfaction et le plaisir d'être habitués, depuis quelques

siècles, à considérer avec Hegel la lecture des gazettes comme la prière du matin de l'homme moderne.

Manifestement, la presse italienne témoigne aujourd'hui dans ses colonnes d'un malaise dont elle est consciente, sans savoir comment en sortir. Les solutions étant, on l'a vu, difficiles à tenter, il faut qu'elle entame une lente transformation, à laquelle le monde politique ne doit pas rester étranger. On ne peut demander à la presse d'éliminer totalement le processus d'hebdomadairisation, pour les raisons que nous avons évoquées. Mais on ne peut pas non plus l'encourager à n'enregistrer que des potins de palais, ou des déclarations irréfléchies. En effet, le risque de crise est commun.

Pour commencer, il arrive souvent qu'un homme politique envoie aux journaux un texte à paraître sous la rubrique « Nous recevons et nous publions volontiers ». Bien, c'est là une façon de contribuer à la réflexion, et d'assumer la responsabilité de ses propres déclarations. Mais alors, il faut que le même homme politique demande à ce que chacune de ses interviews lui soit soumise et qu'il souscrive à ses réponses citées entre guillemets. Il sera moins publié dans les journaux, mais lorsqu'il paraîtra, il sera pris au sérieux. Les journaux eux aussi en tireront avantage, n'étant plus condamnés à se contenter d'enregistrer des mouvements d'humeur arrachés entre deux cafés. Comment la presse comblera-t-elle ces vides? Peut-être en allant chercher d'autres informations dans le monde, ailleurs qu'au sein du pré carré Montecitorio-Palazzo Madama ¹³ qui n'a aucune importance pour des milliards de gens, alors que ces milliards de gens doivent en avoir pour nous; il est nécessaire que la presse en parle davantage, d'abord parce que des milliers de nos concitoyens construisent avec eux, ensuite parce que de leur croissance ou de leur crise dépend l'avenir de notre société.

Cela est une invitation, lancée tant à la presse qu'aux hommes politiques, à regarder davantage le monde, et moins le miroir.

1 Directeur de *L'Espresso* de l'époque.

2 Ces hebdomadaires politiques ont presque toujours une couverture à la *Playboy*.

3 Umberto Eco tient une rubrique – désormais bimensuelle – dans *L'Espresso*, intitulée *La Bustina di Minerva*, et dont certaines ont été traduites en français dans *Pastiches et Postiches*, Paris, 10/18, 1996, et dans *Comment voyager avec un saumon*, Paris, Grasset, 1998.

4 Animateur d'une émission de divertissement, amusante et provocatrice.

5 Tous deux personnages médiatiques très provocateurs, le premier est un

animateur télé doublé d'un comique, le second est un critique d'art très polémiste, qui s'est fait une spécialité des débats agités à la télévision (et qui, grâce à ces vertus, a été élu au parlement).

6 Autre animateur télé œuvrant sur une chaîne concurrente.

7 Journaliste politique de renom.

8 Don Lorenzo Milani, prêtre catholique dissident, fonda à Barbiana, en Toscane, une école qui contestait les méthodes traditionnelles d'enseignement.

9 Vice-Président du Conseil de 1963 à 1968.

10 Directeur de la revue *OP (Osservatorio Politico)*, Mino Pecorelli s'était spécialisé dans la publication de documents compromettants pour les hommes politiques. Il fut assassiné dans des circonstances mystérieuses le 20 mars 1979 après avoir menacé de publier les carnets secrets d'Aldo Moro (rédigés durant sa détention par les Brigades Rouges) qui mettaient directement en cause Giulio Andreotti, alors président du Conseil.

11 Arrigo Benedetti, lui, était le fondateur de la revue *L'Europeo*.

12 Sous le gouvernement de Berlusconi, en 1994, Biondi, ministre de la Justice, tenta de faire passer un décret qui, sous couvert de renforcer l'opération *Mani Pulite*, autorisait au contraire une meilleure amnistie. L'affaire eut un très grand retentissement médiatique.

13 Sièges, respectivement, de l'Assemblée nationale et du Sénat.

QUAND L'AUTRE ENTRE EN SCÈNE

Cher Carlo Maria Martini, votre lettre me tire d'un grave embarras pour me jeter dans un autre embarras tout aussi grave. Jusqu'ici, c'est toujours moi (non de mon fait) qui ai ouvert notre discussion, et, fatalement, le premier qui questionne attend de l'autre des réponses. D'où l'impression d'être inquisitorial. Cela dit, j'ai beaucoup apprécié la résolution et l'humilité avec lesquelles, par trois fois, vous avez détruit la légende selon laquelle les jésuites répondraient à une question par une autre question.

Mais je suis bien embarrassé maintenant pour répondre à votre question¹, car ma réponse serait significative si j'avais eu une éducation laïque; or, j'en ai reçu une catholique jusqu'à mes vingt-deux ans (s'il faut indiquer le moment d'une faille). La perspective laïque ne fut jamais pour moi un héritage absorbé passivement mais le fruit, très douloureux, d'une longue et lente mutation, et j'ai le sentiment que certaines de mes convictions morales dépendent encore de cette empreinte religieuse qui m'a marqué dès l'origine. A un âge désormais avancé, j'ai vu (dans une Université catholique étrangère qui engage également des professeurs de formation laïque, leur demandant tout au plus de témoigner un respect formel lors des rituels religieux-universitaires) certains de mes collègues se préparer aux sacrements sans croire en la « présence réelle », et par conséquent sans s'être confessés. Frémissant, j'ai ressenti encore, après tant d'années, l'horreur du sacrilège.

Toutefois, je crois pouvoir dire les fondements sur lesquels repose aujourd'hui ma « religiosité » laïque ; je suis en effet convaincu que, même sans la foi en une divinité personnelle et providentielle, il existe des formes de religiosité, et donc un sens du sacré, de la limite, de l'interrogation et de l'attente, de la communion avec quelque chose qui nous dépasse. Mais ce sont là des choses que vous savez aussi bien que moi. En fait, vous me demandez en quoi ces formes d'éthique font que l'on se sent lié, entraîné, et qu'il est impensable d'y renoncer.

Prenons les choses d'une manière élargie. Certaines questions de morale me sont devenues plus claires lorsque je me suis penché sur des problèmes d'ordre sémantique. Il s'agissait de savoir s'il existe des « universaux sémantiques », c'est-à-dire des notions élémentaires

communes à toute l'espèce humaine, pouvant être exprimées par toutes les langues. Problème complexe s'il en fut, quand on sait que maintes cultures ne reconnaissent pas des notions évidentes pour nous, par exemple celle de substance à laquelle appartiennent certaines propriétés (comme quand nous disons que « la pomme est rouge ») ou celle d'identité ($a = a$). Malgré cela, j'en suis arrivé à la certitude qu'il y a des notions communes à toutes les cultures, et que toutes se réfèrent à la position de notre corps dans l'espace.

Nous sommes des animaux à station verticale, si bien qu'il nous est pénible de rester longtemps la tête en bas, et nous avons donc une notion commune du haut et du bas, et nous tendons à privilégier le premier sur le second. De la même façon, nous avons la notion d'une droite et d'une gauche, de l'immobilité ou de la marche, de la veille et du sommeil, du fait d'être debout ou couché, de ramper ou de sauter. Nous avons des membres, et nous savons donc tous ce que signifie heurter une matière résistante, pénétrer une substance molle ou liquide, écraser, tambouriner, piétiner, donner des coups de pied, ou danser. Je pourrais continuer cette liste, et inclure la vue, l'ouïe, manger ou boire, avaler ou vomir. Et bien sûr, chaque homme a une notion de ce que signifie percevoir, se souvenir, éprouver du désir, de la peur, de la tristesse ou du soulagement, du plaisir ou de la douleur, et émettre des sons exprimant ces sentiments. Par conséquent (et l'on entre déjà dans la sphère du droit), nous avons des conceptions universelles sur la contrainte : on ne désire pas que quelqu'un nous empêche de parler, de voir, d'écouter, de dormir, d'avalier ou de vomir, d'aller où nous voulons; nous souffrons que quelqu'un nous attache ou nous contraigne à la ségrégation, nous frappe, nous blesse ou nous tue, nous soumette à des tortures physiques ou psychiques qui diminuent ou annulent notre capacité de penser.

Notez que, jusqu'ici, j'ai mis en scène uniquement une sorte d'Adam bestial et solitaire, qui ignore encore ce qu'est le rapport sexuel, le plaisir du dialogue, l'amour pour les enfants, la douleur de la perte d'un être cher; mais déjà, dans cette phase, du moins pour nous (sinon pour lui ou elle), cette sémantique est devenue le fondement pour une éthique : nous devons avant tout respecter les droits de la corporéité d'autrui, parmi lesquels le droit de parler et de penser. Si nos semblables avaient respecté ces droits du corps, nous n'aurions pas eu le massacre des Innocents, les chrétiens dans le cirque, la nuit de la Saint-Barthélemy, le bûcher pour les hérétiques, les camps d'extermination, la censure, les enfants dans les mines, les viols en Bosnie.

Mais comment se fait-il que, tout en élaborant aussitôt son

répertoire instinctif de notions universelles, le bestiau (ou la bestiole) stupéfait et féroce que j'ai mis en scène parvient à comprendre non seulement qu'il désire faire certaines choses et qu'il ne désire pas qu'on lui en fasse certaines autres, mais aussi qu'il ne devrait pas faire aux autres ce qu'il ne veut pas qu'on lui fasse? Parce que, par chance, l'Eden se peuple vite. La dimension éthique commence à l'entrée en scène de l'autre. Toute loi – morale ou juridique – réglemente toujours des rapports interpersonnels, y compris les rapports avec un autre qui impose ladite loi.

Vous aussi, vous attribuez au laïc vertueux la certitude que l'autre est en nous. Et il ne s'agit pas d'une vague propension sentimentale, mais bien d'une condition fondatrice. Ainsi que nous l'enseignent même les plus laïques des sciences humaines, c'est l'autre, c'est son regard, qui nous définit et nous forme. Pas plus que nous ne pouvons vivre sans manger ni dormir, nous ne parvenons pas à comprendre qui nous sommes sans le regard et la réponse de l'autre. Même celui qui tue, viole, vole, outrage, le fait à des moments exceptionnels, et, le reste du temps, il mendie auprès de ses semblables approbation, amour, respect, louange. Même à l'être qu'il humilie, il demande la reconnaissance de la peur et de la soumission. Sans cette reconnaissance, l'enfant né en pleine forêt ne s'humanise pas (ou bien, à l'instar de Tarzan, il cherche à tout prix l'autre dans le visage d'un singe), et l'on pourrait mourir ou devenir fou si l'on vivait dans une communauté dont chaque membre aurait décidé, systématiquement, de ne jamais nous regarder et de se comporter comme si nous n'existions pas.

Pourquoi alors des cultures approuvent-elles ou ont-elles approuvé le massacre, le cannibalisme, l'humiliation du corps d'autrui ? Simplement parce qu'elles restreignent le concept d'« autres » à la communauté tribale (ou à l'ethnie), considérant les « barbares » comme des êtres inhumains; et les Croisés, quant à eux, ne regardaient pas les Infidèles comme un prochain à aimer outre mesure. En fait, la reconnaissance du rôle des autres, la nécessité de respecter en eux ces exigences auxquelles nous ne pouvons renoncer pour nous-mêmes, cette reconnaissance est le produit d'une croissance millénaire. Même le commandement chrétien de l'amour n'est énoncé – et difficilement accepté – que lorsque les temps sont mûrs pour cela.

Mais, me demandez-vous, cette conscience de l'importance de l'autre suffit-elle à m'offrir une base absolue, un fondement immuable pour un comportement éthique? Je pourrais vous rétorquer que même ce que vous appelez les fondements absolus n'empêchent pas les croyants de pécher, tout en ayant conscience de

pécher, et le débat serait clos : la tentation du mal habite aussi chez ceux qui ont une notion fondée et révélée du bien. Toutefois, je préfère vous raconter deux anecdotes, qui m'ont donné beaucoup à réfléchir.

La première concerne un écrivain catholique – fût-ce *sui generis* – et dont je tairai le nom car il m'a confié la réflexion suivante lors d'une conversation privée, et que je ne suis pas un sycophante. C'était du temps de Jean XXIII et mon vieil ami, célébrant avec enthousiasme ses vertus, affirma (avec une évidente intention paradoxale) : « Le Pape Jean doit être athée. Seul qui ne croit pas en Dieu peut tant aimer ses semblables ! » Comme tous les paradoxes, celui-ci aussi contenait un germe de vérité : sans parler de l'athée (figure dont la psychologie m'échappe, car, avec Kant, je ne vois pas comment on peut ne pas croire en Dieu et estimer qu'il est impossible de prouver son existence, puis croire fermement à l'inexistence de Dieu, et penser pouvoir la prouver), il me paraît évident que quelqu'un qui n'a jamais eu l'expérience de la transcendance, ou qui l'a perdue, peut donner un sens à sa vie et à sa mort, se sentir conforté uniquement par son amour pour son prochain, par sa volonté de garantir à quelqu'un d'autre une vie vivable même après sa propre disparition. Ainsi, il y a des non-croyants qui se soucient de donner un sens à leur mort, et des croyants qui seraient prêts à arracher le cœur d'un enfant vivant pour rester eux-mêmes en vie. La force d'une éthique se juge sur le comportement des saints, et non des insensés *cuius deus venter est*.

J'en viens à la seconde anecdote. J'étais un jeune catholique de seize ans, et j'eus à engager un duel verbal avec une connaissance, un homme plus âgé que moi, étiqueté « communiste », au sens qu'avait ce terme dans les terribles années cinquante. Comme il me titillait, je lui posai la question décisive : comment pouvait-il, lui un non-croyant, donner un sens à cette chose insensée sinon que serait sa propre mort ? Il me répondit : « En demandant avant de mourir des obsèques civiles. Ainsi, je ne serai plus là, mais je laisserai aux autres un exemple. » Vous ne manquerez pas d'admirer, je pense, la foi profonde dans la continuité de la vie, le sens absolu du devoir, qui animait cette réponse. Et c'est le sens qui a poussé tant de non-croyants à mourir sous la torture sans trahir leurs amis, d'autres à contracter la peste pour guérir les pestiférés. Et c'est parfois la seule chose qui pousse un philosophe à philosopher, un écrivain à écrire : laisser un message dans une bouteille, pour que, d'une manière ou d'une autre, les choses auxquelles on croyait ou qui nous semblaient

bonnes, puissent être encore crues ou paraître bonnes à ceux qui viendront.

Est-ce là un sentiment assez fort pour justifier une éthique aussi déterminée et inflexible, aussi solidement fondée que celle de ceux qui croient en la morale révélée, en la survie de l'âme, dans les récompenses et les châtiments? J'ai fondé les principes d'une éthique laïque sur un fait naturel (et donc, résultat pour vous d'un projet divin) comme notre corporéité et l'idée que seule la présence d'autrui nous fait savoir instinctivement que nous avons une âme (ou quelque chose en faisant office). Où il apparaît que ce que j'ai appelé éthique laïque est au fond une éthique naturelle, que même le croyant reconnaît. L'instinct naturel, porté à sa juste maturation et autoconscience, n'est-il pas un fondement offrant des garanties suffisantes? Certes, il est légitime de penser qu'il n'y a pas d'aiguillon suffisant à la vertu : de toute façon – peut se dire le non-croyant – personne ne saura le mal que je suis secrètement en train de faire. Mais attention, le non-croyant pense que personne ne l'observe d'en haut et il sait donc aussi – justement à cause de cela – qu'il n'y a personne non plus pour lui pardonner. S'il sait avoir fait le mal, sa solitude sera infinie, et sa mort désespérée. Il se risquera plutôt, davantage que le croyant, à la purification de la confession publique, il demandera le pardon des autres. Cela, il le sait du plus profond de ses fibres, et donc, il sait qu'il devra par avance pardonner aux autres. Comment expliquer sinon que le remords soit un sentiment éprouvé aussi par les non-croyants ?

Je ne voudrais pas que s'instaure une stricte opposition entre qui croit en un Dieu transcendant et qui ne croit en aucun principe supra-individuel. Ne l'oublions pas, le grand livre de Spinoza était consacré à l'Ethique, précisément, et il s'ouvre sur une définition de Dieu comme cause de lui-même. A ceci près que cette divinité spinoziste, nous le savons bien, n'est ni transcendante ni personnelle : pourtant, même la vision d'une grande et unique Substance cosmique où nous serons un jour réabsorbés, peut générer une vision de la tolérance et de la bienveillance, parce que nous sommes tous concernés par l'équilibre et l'harmonie de l'unique Substance. Nous le sommes car il nous semble impossible que cette Substance n'ait pas été enrichie ou déformée par ce que nous avons accompli nous aussi au cours des millénaires. Si bien que j'oserais dire (n'y voyez pas là une hypothèse métaphysique, mais seulement une timide concession à l'espérance qui ne nous abandonne jamais) que, dans cette perspective, il faudrait aussi reposer le problème d'une quelconque vie après la mort. Aujourd'hui, l'univers électronique nous apprend qu'il existe des séquences de messages qui passent

d'un support physique à un autre sans perdre leurs caractéristiques uniques, et qui semblent même survivre comme pur algorithme immatériel à l'instant où, abandonnés par un support, ils ne se sont pas encore imprimés sur l'autre. Et qui sait si la mort, au lieu d'être implosion, n'est pas explosion et impression, quelque part, parmi les tourbillons de l'univers, du logiciel (que d'autres appellent âme) que nous avons élaboré en vivant, fait de souvenirs et de remords personnels, et donc d'une souffrance incurable, ou d'un sentiment de paix pour le devoir accompli, et d'amour.

Mais vous dites que, sans l'exemple et la parole du Christ, toute éthique laïque manquerait d'une justification de fond possédant une force de conviction inéluctable. Pourquoi priver le laïc du droit de se valoir de l'exemple du Christ qui pardonne? Essayez, Carlo Maria Martini, pour le bien de la discussion et de la confrontation auxquelles vous croyez, d'accepter pour un instant seulement l'hypothèse que Dieu n'existe pas : que l'homme soit apparu sur terre par une erreur du hasard maladroit, livré à sa condition de mortel, non seulement, mais condamné à en avoir conscience, et qu'il soit par conséquent le plus imparfait de tous les animaux (permettez-moi les accents à la Leopardi de cette hypothèse). Cet homme, afin de trouver le courage d'attendre la mort, deviendrait nécessairement un animal religieux et aspirerait à construire des narrations capables de lui fournir une explication et un modèle, une image exemplaire. Et parmi toutes celles qu'il imagine, les unes lumineuses, les autres terribles, les autres pathétiquement consolatoires, il a, à un moment donné, en parvenant à la plénitude des temps, la force religieuse, morale et poétique, de concevoir le modèle du Christ, de l'amour universel, du pardon des ennemis, de la vie offerte en holocauste pour le salut d'autrui. Si j'étais un voyageur venu de lointaines galaxies et que je découvre une espèce ayant su proposer un tel modèle, j'admirerais, subjugué, tant d'énergie théogonique, et cette espèce infâme et misérable, qui a commis tant d'horreurs, je la jugerais rachetée par le seul fait qu'elle ait réussi à désirer et à croire que tout cela est la Vérité.

Abandonnez maintenant cette hypothèse et laissez-la à d'autres : mais avouez que si le Christ n'était que le sujet d'un grand récit, le fait que ce récit ait pu être imaginé et voulu par des bipèdes déplumés qui savent seulement qu'ils ne savent pas, serait tout aussi miraculeux (miraculeusement mystérieux) que le fait que le fils d'un Dieu réel se soit vraiment incarné. Ce mystère naturel et terrestre ne cesserait pas de troubler et d'anoblir le cœur du non-croyant.

C'est pourquoi je considère que, sur les points fondamentaux, une éthique naturelle – respectée dans la profonde religiosité qui l'anime

– peut se confronter aux principes d'une éthique fondée sur la foi dans la transcendance, laquelle ne peut manquer de reconnaître que les principes naturels ont été sculptés en notre cœur à partir d'un programme de salut. S'il reste – et il en reste bien sûr – des marges ne coïncidant pas, il n'en va pas autrement avec une confrontation entre des religions différentes. Et dans les conflits de foi, ce qui doit prévaloir, c'est la Charité et la Prudence.

1 Mon texte répond à la question suivante du Cardinal Martini : « Sur quoi fonde la certitude et l'impératif de son action morale celui qui, pour fonder l'absolu d'une éthique, n'entend pas faire appel à des principes *métaphysiques* ou, du moins, à des *impératifs catégoriques* universellement valables ? » *Croire en quoi?*, *op. cit.*, p. 77.

LES MIGRATIONS, LA TOLÉRANCE ET L'INTOLÉRABLE

1. LES MIGRATIONS DU TROISIÈME MILLENAIRE

En 1992, lors de la constitution à Paris de l'Académie Universelle des Cultures, qui réunit des artistes et des scientifiques de chaque pays du monde, une charte fut rédigée, afin d'en définir les devoirs scientifiques et moraux. Dans l'une de ses déclarations introductives, on annonçait que, au prochain millénaire, on assisterait en Europe à un grand «métissage de cultures». Nous y sommes.

Si le cours des événements ne s'inverse pas brutalement (tout est possible), nous devons nous préparer à voir l'Europe devenir semblable à New York ou à certains pays d'Amérique latine. Nous assistons à New York à la négation du concept de *melting pot*, diverses cultures coexistent, des Portoricains aux Chinois, des Coréens aux Pakistanais : certains groupes se sont fondus entre eux (Italiens et Irlandais, Juifs et Polonais), d'autres restent séparés (dans des quartiers différents, parlant des langues différentes et pratiquant des traditions différentes), et tous se rencontrent sur quelques lois communes et une langue véhiculaire commune, l'anglais, que chacun parle de façon insuffisante. Je vous rappelle qu'à New York, où la population dite « blanche » s'achemine désormais vers une minorité, 42 % des Blancs sont juifs, les autres 58 % sont d'origines très diverses, et parmi eux les *wasps* (Blancs, Anglo-Saxons et protestants) sont la minorité (il y a des catholiques polonais, italiens, hispano-américains, irlandais, etc.).

En Amérique latine, les phénomènes furent différents, selon les pays : les colons espagnols se sont métissés parfois avec les Indiens, parfois (comme au Brésil) avec les Africains, parfois on a eu la naissance de langues et de populations dites « créoles ». Il est très difficile de dire, même en raisonnant en termes raciaux de sang, si un Mexicain ou un Péruvien est d'origine européenne ou

amérindienne, et ne parlons pas d'un Jamaïcain.

Eh bien, c'est un phénomène de ce genre qui attend l'Europe, et aucun raciste, aucun réactionnaire nostalgique ne pourra l'empêcher.

Je pense qu'il faut, à ce stade, distinguer le concept d'« immigration » de celui de « migration ». On a « immigration » quand quelques individus (voire beaucoup, mais dans une mesure statistiquement négligeable par rapport à la souche d'origine) se transfèrent d'un pays à l'autre (comme les Italiens ou les Irlandais en Amérique, ou les Turcs aujourd'hui en Allemagne). Les phénomènes d'immigration peuvent être contrôlés politiquement, limités, encouragés, programmés ou acceptés.

Il n'en va pas de même avec les migrations. Qu'elles soient violentes ou pacifiques, elles sont comme des phénomènes naturels : elles se produisent et personne ne peut les contrôler. On a « migration » quand un peuple entier, peu à peu, se déplace d'un territoire à un autre. Il y a eu de grandes migrations d'est en ouest, au cours desquelles les peuples du Caucase ont changé la culture et l'hérédité biologique des natifs. Il y a eu les migrations de peuples dénommés « barbares » qui ont envahi l'empire romain et ont créé de nouveaux règnes et de nouvelles cultures dits justement « romano-barbares » ou « romains-germaniques ». Il y a eu la migration européenne vers le continent américain, d'une part des côtes Est jusqu'en Californie, d'autre part des îles Caraïbes et du Mexique jusqu'à la Terre de feu. Même si elle fut en partie politiquement programmée, je parle de migration car il ne s'agit pas de Blancs venus d'Europe qui ont assimilé les mœurs et la culture des natifs, mais de Blancs qui ont fondé une nouvelle civilisation à laquelle les natifs (ceux qui en ont réchappé) se sont adaptés.

Il y a eu des migrations interrompues, comme celle des peuples d'origine arabe vers la péninsule ibérique. Il y a eu des formes de migration programmée et partielle, mais non moins influente pour autant, comme celle des Européens vers l'est et le sud (d'où la naissance des nations dites « post-coloniales »), où les migrants ont malgré tout changé la culture des populations autochtones. Une phénoménologie des divers types de migration n'a pas encore été faite, me semble-t-il, mais une chose est certaine : les migrations sont différentes des immigrations. On n'a « immigration » que lorsque les immigrés (admis sur décisions politiques) acceptent en grande partie les coutumes du pays où ils immigrent, on a « migration » lorsque les migrants (que personne ne peut arrêter aux frontières) transforment radicalement la culture du territoire où ils

migrent.

Quant à nous, après un XIX^e siècle plein d'immigrants, nous nous trouvons aujourd'hui face à des phénomènes incertains : difficile de dire, dans un climat de grande mobilité, s'il s'agit de cas d'immigration ou de migration. Indubitablement, on a un flux irréprouvable du sud vers le nord (les Africains ou les Moyen-Orientaux vers l'Europe), les Indiens de l'Inde ont envahi l'Afrique et les îles du Pacifique, les Chinois sont partout, les Japonais sont présents avec leurs organisations industrielles et économiques même quand ils ne se déplacent pas physiquement en masse.

Peut-on distinguer l'immigration de la migration, maintenant que la planète entière devient le territoire de déplacements croisés ? Je crois que oui : je l'ai dit, les immigrations sont contrôlables politiquement, alors que les migrations, au même titre que les phénomènes naturels, ne le sont pas. Tant qu'il y a immigration, la population d'accueil peut espérer contenir les immigrés dans un ghetto, afin qu'ils ne se mélangent pas avec les natifs. Quand il y a migration, il n'est plus question de ghetto, et le métissage est incontrôlable.

Les phénomènes que l'Europe essaie encore d'affronter comme de l'immigration sont en réalité des cas de migration. Le tiers monde frappe aux portes de l'Europe, et y pénètre même si elle n'est pas d'accord. Le problème n'est plus de décider (ainsi que les politiciens font semblant de le croire) si l'on doit admettre à Paris des étudiantes portant le *tchador* ou combien de mosquées on va construire à Rome. Le problème est de savoir que, au prochain millénaire (et, n'étant pas un prophète, je ne vous donnerai pas une date précise), l'Europe sera un continent multiracial ou, si vous préférez, «colorés. Et ce sera comme ça, que cela vous plaise ou non.

Cette rencontre (ou ce heurt) de cultures risque d'avoir des issues sanglantes, et je suis convaincu que, dans une certaine mesure, elle les aura, qu'elles seront inévitables et dureront longtemps. Mais malgré tout, les racistes devraient (en théorie) être une race en voie d'extinction. A-t-il existé un patricien romain ne supportant pas l'idée que les Gaulois, les Sarmates ou des Juifs comme saint Paul puissent devenir eux aussi des cives romani ou bien qu'un Africain monte sur le trône impérial, comme cela fut le cas? Ce patricien-là, nous l'avons oublié, il a été vaincu par l'histoire. La civilisation romaine est une civilisation de métis. Les racistes diront que c'est la raison de sa dissolution, mais il a fallu cinq cents ans – et cela me paraît être un laps de temps qui nous autorise, nous aussi, à faire des projets pour le futur.

2. INTOLÉRANCE

Fondamentalisme et intégrisme sont en général considérés comme des concepts étroitement liés et comme les deux formes les plus évidentes d'intolérance. Si je consulte ces deux excellents instruments que sont le *Petit Robert* et le *Dictionnaire historique de la langue française*, je trouve à l'entrée « fondamentalisme » un renvoi immédiat à l'intégrisme. Ce qui amène à penser que tous les fondamentalismes sont des intégrismes, et vice versa.

Quand ce serait vrai, il n'en dériverait pas que tous les intolérants sont des fondamentalistes et des intégristes. Même si nous sommes confrontés aujourd'hui à différentes formes de fondamentalisme et si l'on voit partout des exemples d'intégrisme, le problème de l'intolérance est plus profond et plus dangereux.

En termes historiques, le « fondamentalisme » est un principe herméneutique, lié à l'interprétation d'un livre sacré. Le fondamentalisme occidental moderne naît dans les milieux protestants des Etats-Unis du XIX^e siècle et est caractérisé par la décision d'interpréter littéralement les Ecritures, surtout les notions de cosmologie dont la science de l'époque semblait mettre en doute la véracité. De là, le refus souvent intolérant de toute interprétation allégorique, et surtout de toute forme d'éducation qui minerait la confiance dans le texte biblique, comme cela était le cas avec le darwinisme triomphant.

Une telle littéralité fondamentaliste était ancienne, et, déjà, les Pères de l'Eglise s'étaient divisés entre partisans de la lettre et partisans d'une herméneutique plus souple, à l'instar de celle de saint Augustin. Mais dans le monde moderne, le fondamentalisme strict ne pouvait être que protestant, car, pour être fondamentaliste, il faut assumer que la vérité est donnée par l'interprétation de la Bible. Chez les catholiques, en revanche, c'est l'autorité de l'Eglise qui garantit l'interprétation, et l'équivalent du fondamentalisme protestant prend la forme du traditionalisme. Je n'évoquerai pas (je laisse cela aux experts) la nature du fondamentalisme musulman et juif.

Le fondamentalisme est-il nécessairement intolérant? Il l'est sur le plan herméneutique mais pas nécessairement politique. On peut imaginer une secte fondamentaliste assumant que ses élus ont le privilège de la juste interprétation des Ecritures, sans pour autant développer aucune forme de prosélytisme, ni lutter pour créer une

société politique fondée sur ces croyances.

On entend en revanche par « intégrisme », une position religieuse et politique selon laquelle les principes religieux sont également modèle de vie politique et source des lois de l'Etat. Si fondamentalisme et traditionalisme sont en général conservateurs, certains intégrismes se veulent progressistes et révolutionnaires. Il existe des mouvements catholiques intégristes non fondamentalistes, qui luttent pour une société totalement inspirée des principes religieux mais n'entendent pas pour autant imposer une interprétation littérale des Ecritures, et sont même prêts à accepter une théologie à la Teilhard de Chardin.

Les nuances sont parfois plus subtiles. Il suffit de penser au phénomène du *politically correct* aux Etats-Unis. Né pour promouvoir la tolérance et la reconnaissance de toute différence, religieuse, raciale, sexuelle, il devient une nouvelle forme de fondamentalisme qui investit de façon presque rituelle le langage quotidien, et travaille sur la lettre aux dépens de l'esprit – de sorte qu'on peut faire de la discrimination contre un aveugle, pourvu qu'on ait la délicatesse de l'appeler « non-voyant », et surtout, on peut discriminer ceux qui ne suivent pas les règles de la *political correctness*.

Et le racisme ? Le racisme nazi était totalitaire, il se prétendait scientifique, mais il n'y avait rien de fondamentaliste dans la doctrine de la race. Un racisme non scientifique comme celui de la Ligue italienne n'a pas les mêmes racines culturelles que le racisme pseudo-scientifique (en réalité, il n'a aucune racine culturelle), et pourtant c'est du racisme.

Et l'intolérance ? Se réduit-elle à ces différences et parentés entre fondamentalisme, intégrisme et racisme ? Il a existé des formes d'intolérance non racistes (par exemple, la persécution des hérétiques ou l'intolérance d'une dictature contre ses opposants). L'intolérance est quelque chose de bien plus profond qui se situe à la racine de tous les phénomènes que j'ai considérés.

Fondamentalisme, intégrisme, racisme pseudo-scientifique sont des positions théoriques qui présupposent une doctrine. L'intolérance se pose avant toute doctrine. En ce sens, elle a des racines biologiques, elle se manifeste entre les animaux sous forme de territorialité, elle se fonde sur des réactions émotives souvent superficielles – nous ne supportons pas ceux qui sont différents de nous, parce qu'ils ont une couleur de peau différente, parce qu'ils parlent une langue que nous ne comprenons pas, parce qu'ils mangent des grenouilles, du chien, du singe, du porc, de l'ail, parce

qu'ils se font tatouer...

L'intolérance pour le différent ou l'inconnu est aussi naturelle chez l'enfant que l'instinct de vouloir posséder ce qu'il désire. L'enfant est éduqué peu à peu à la tolérance, tout comme il est éduqué peu à peu au respect de la propriété d'autrui, mais bien avant encore, au contrôle de ses sphincters. Malheureusement, si tous parviennent à la maîtrise de leur corps, la tolérance reste un problème éducatif permanent des adultes, car la vie quotidienne nous expose sans cesse au traumatisme de la différence. Les spécialistes étudient souvent les doctrines de la différence, mais pas assez l'intolérance sauvage, parce qu'elle échappe à toute définition et à toute prise critique.

Pourtant, ce ne sont pas les doctrines de la différence qui produisent l'intolérance sauvage : elles exploitent un fond préexistant d'intolérance répandue. Prenons la chasse aux sorcières. Elle n'est pas le produit des siècles sombres, mais de l'âge moderne. Le *Malleus Maleficarum* est écrit un peu avant la découverte de l'Amérique, il est contemporain de l'humanisme florentin ; *La Démonomanie des sorciers* de Jean Bodin est dû à la plume d'un homme de la Renaissance qui écrit après Copernic. Je ne cherche pas à expliquer pourquoi le monde moderne produit des justifications théoriques à la chasse aux sorcières. J'entends seulement rappeler que cette doctrine a pu s'imposer parce qu'existait déjà la méfiance populaire à l'égard des sorcières. On la trouve dans l'antiquité classique (Horace), dans les *Lois de Rothis*, dans la *Summa Theologiae* de saint Thomas. On en tenait compte comme d'une réalité quotidienne, autant que le code pénal tient compte de l'existence des voleurs à la tire. Mais sans ces croyances populaires, une doctrine de la sorcellerie n'aurait pu se répandre, pas plus qu'une pratique systématique de la persécution.

L'antisémitisme pseudo-scientifique naît au XIX^e et ne devient anthropologie totalitaire et pratique industrielle du génocide qu'au cours de notre siècle; mais il n'aurait pu naître s'il n'y avait pas eu depuis des siècles, depuis l'époque des Pères de l'Eglise, une polémique antijuive, et chez le menu peuple un antisémitisme pratique qui a traversé les âges partout où il y avait un ghetto. Au début du siècle dernier, les théories antijacobines du complot juдаique n'ont pas créé l'antisémitisme populaire, elles ont exploité une haine pour le différent qui existait déjà.

L'intolérance la plus dangereuse est celle qui naît en absence de toute doctrine, mue par des pulsions élémentaires. C'est pourquoi les

arguments rationnels ne peuvent ni la critiquer ni la freiner. Les fondements théoriques de *Mein Kampf* sont réfutables avec une batterie d'argumentations assez élémentaires, mais si les idées qu'il propose ont survécu et survivront à toute objection, c'est qu'elles s'appuient sur une intolérance sauvage, imperméable à toute critique. Je trouve plus dangereuse l'intolérance de la Ligue italienne que celle du Front National. Le Pen a encore derrière lui des clercs qui ont trahi, tandis que Bossi n'a rien, si ce n'est des pulsions sauvages.

Voyez ce qui se passe en ce moment en Italie, où des milliers d'Albanais ont franchi nos frontières en à peine plus d'une semaine. Le modèle public et officiel est celui de l'accueil, ceux qui veulent arrêter un exode, risquant de devenir insoutenable, emploient en général des arguments économiques et démographiques. Mais toute théorie devient vaine face à l'intolérance rampante qui gagne du terrain jour après jour. L'intolérance sauvage se fonde sur un court-circuit catégoriel qu'elle prête ensuite à toute future doctrine raciste : si des Albanais entrés en Italie dans les dernières années sont devenus voleurs ou prostituées (et c'est vrai), donc tous les Albanais sont des voleurs ou des prostituées.

C'est un court-circuit terrible parce qu'il constitue une tentation permanente pour chacun d'entre nous : il suffit qu'on nous ait volé une valise dans l'aéroport d'un pays quelconque pour qu'on revienne à la maison en affirmant qu'il faut se méfier des gens de ce pays.

Par ailleurs, l'intolérance la plus terrible est celle des pauvres, premières victimes de la différence. Il n'y a pas de racisme entre riches : eux, ils produisent éventuellement des doctrines de racisme; mais les pauvres en produisent la pratique, bien plus dangereuse.

Les intellectuels ne peuvent lutter contre l'intolérance sauvage, car, face à la pure animalité sans pensée, la pensée est désarmée. Mais il est trop tard quand ils affrontent l'intolérance doctrinale, parce que lorsque l'intolérance se fait doctrine, il est trop tard pour la combattre, et ceux qui devraient le faire en deviennent les premières victimes.

Et pourtant, là est le défi. Eduquer à la tolérance des adultes qui se tirent dessus pour des raisons ethniques et religieuses est du temps perdu. Trop tard. Donc, l'intolérance sauvage se combat à la racine, par une éducation constante qui doit commencer dès la plus tendre enfance, avant qu'elle soit écrite dans un livre, et avant qu'elle devienne une croûte comportementale trop épaisse et trop

dure.

3. L'INTOLÉRABLE

Vous l'avez remarqué, il n'y a rien de plus irritant que le genre de question où les gens vous demandent ce qui vous arrive alors que vous venez de vous mordre la langue. «Qu'en penses-tu ? », me demandent-ils en ce moment, où tout le monde (sauf quelques très rares personnes) pense la même chose sur l'affaire Priebke¹. Et ils sont presque déçus quand vous répondez que, évidemment, vous êtes indigné et perdu, car, au fond, chacun interroge l'autre dans l'espoir d'entendre un mot, une explication qui réduise son indignation ou son désarroi.

On éprouve presque de la pudeur à parler, à recueillir à si peu de frais le consensus général, vertueux parmi les vertueux dans un arc qui va des communistes à l'extrême droite. Comme si le tribunal militaire de Rome avait fini par mettre d'accord presque tous les Italiens. Nous sommes tous du côté du juste.

Et si l'affaire Priebke allait au-delà du simple épisode somme toute assez sordide (un criminel impénitent, un tribunal peureux), si elle nous impliquait plus profondément, si elle nous suggérait que même nous, nous ne sommes pas innocents ?

Poursuivons en essayant de voir ce qui s'est passé en termes de lois en vigueur. Avec les lois en vigueur, il était peut-être possible de condamner Priebke à la réclusion criminelle à perpétuité, mais en termes de jurisprudence, on ne peut même pas dire que le tribunal militaire de Rome se soit comporté de manière inconcevable. Il y avait un criminel reconnu coupable d'un crime horrible, il s'agissait de voir s'il y avait des circonstances atténuantes, comme doit le faire tout tribunal. Eh bien, les temps étaient durs, Priebke n'était pas un héros mais un pauvre lâche, même s'il avait mesuré l'énormité de son crime, il aurait craint de payer les conséquences d'un refus; il en a tué cinq de plus, mais quand on est ivre de sang, on le sait, on devient comme une bête; il est coupable, d'accord, mais au lieu de le condamner à la réclusion criminelle à perpétuité, collons-lui des tas d'années de prison; la justice est sauve, il y a prescription, fin d'un chapitre douloureux. N'en aurions-nous pas fait autant avec Raskolnikov, qui a assassiné une vieille, et sans justifications militaires ?

C'est nous qui avons confié aux juges le mandat de se comporter

selon les lois en vigueur, et maintenant, nous leur opposons une exigence morale, une passion; mais eux rétorquent qu'ils sont des gens de robe, pas des killers.

Par ailleurs, une grande partie des objections tourne aussi autour de l'interprétation des codes déjà écrits. Priebke devait obéir aux ordres parce que telle est la loi militaire d'un pays en guerre; faux, il existait des lois, même nazies, lui permettant de se soustraire à un ordre injuste, et de plus, il n'aurait pas été jugé selon les lois militaires puisque les S.S. étaient un corps volontaire de police; mais les conventions internationales justifient le droit de représailles; exact, peut-on répondre, mais seulement en cas de guerre déclarée, or l'Allemagne, à ce qu'on sache, n'a jamais déclaré la guerre au royaume d'Italie, si bien que les Allemands, occupants illicites d'un pays avec lequel ils n'étaient pas officiellement en guerre, ne pouvaient se plaindre si quelqu'un, déguisé en balayeur, faisait sauter un de ses convois.

On ne sortira pas de ce cercle, tant qu'on n'aura pas décidé que, face à des événements exceptionnels, l'humanité ne peut se permettre d'appliquer les lois en vigueur, mais doit assumer la responsabilité d'en garantir de nouvelles.

Nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences de cet événement qui a marqué notre époque que fut le procès de Nuremberg. En termes de stricte légalité ou d'usages internationaux, il a été un abus de pouvoir. Nous étions habitués à ce que la guerre soit un jeu réglementé, à ce qu'à la fin le roi vaincu embrasse son cousin victorieux, et vous, que faites-vous ? Vous prenez les vaincus et vous les pendez ? Oui, monsieur, répondent ceux qui ont voulu Nuremberg : nous pensons que dans cette guerre, il s'est passé des choses dépassant le tolérable, et c'est pourquoi nous changeons les règles. Mais cet intolérable est tel par rapport à vos valeurs de vainqueurs, les nôtres sont différentes et vous ne les respectez pas ? Non, comme nous avons vaincu, et que parmi vos valeurs il y avait la célébration de la force, nous appliquons la force : nous vous pendons. Mais qu'en sera-t-il des guerres futures ? Ceux qui les déclencheront sauront que, s'ils perdent, ils seront pendus; qu'ils y pensent à deux fois avant de la déclarer. Mais vous aussi, vous avez fait des choses atroces ! Oui, mais c'est vous qui le dites, vous qui avez perdu, nous, nous avons vaincu, c'est donc à nous de vous pendre. Mais vous en assumez la responsabilité ! Nous en assumons la responsabilité.

Je suis opposé à la peine de mort, et même si j'avais capturé Hitler, je l'aurais envoyé à Alcatraz : aussi, j'emploierai désormais le

terme «pendaison» au sens symbolique de punition dure et solennelle. Mais à part la pendaison, le raisonnement de Nuremberg ne fait pas un pli. Face à des comportements intolérables, on doit avoir le courage de changer les règles, y compris les lois. Un tribunal de Hollande peut-il juger des comportements de quelqu'un en Serbie ou en Croatie? Selon les anciennes règles, non, selon les nouvelles, oui.

A la fin de 1992, s'est tenu à Paris un congrès sur le thème de l'intervention, auquel ont participé des juristes, des militaires, des volontaires pacifistes, des philosophes, des politiciens. De quel droit et selon quels critères de prudence peut-on intervenir dans les affaires d'un autre pays quand on considère qu'il s'y passe des choses intolérables pour la communauté internationale? Hormis le cas limpide d'un pays encore doté d'un gouvernement légitime qui demande de l'aide contre une invasion, tous les autres cas se prêtaient à de subtiles distinguos. Qui me demande d'intervenir? Une partie des citoyens? Jusqu'à quel point est-elle représentative du pays, jusqu'à quel point une intervention ne recouvre-t-elle pas, sous de plus nobles propos, une ingérence, une volonté impérialiste (cf. la leçon de Sagonte) ? Intervient-on quand ce qui se produit dans ledit pays va à l'encontre de nos principes éthiques ? Mais nos principes sont-ils les leurs ? Intervient-on parce que, dans un pays, on pratique depuis des milliers d'années le cannibalisme rituel, qui pour nous est une horreur mais pour eux une pratique religieuse ? N'est-ce pas ainsi que l'homme blanc s'est chargé de son vertueux fardeau et a soumis les peuples de civilisations antiques, quoique différentes de la nôtre ?

La seule réponse qui me soit apparue acceptable est de dire qu'une intervention est comme une révolution : aucune loi précédente n'existe pour nous dire qu'il est bien de la faire, au contraire, on la fait contre les lois et les coutumes. La différence est que la décision d'une intervention internationale n'est pas issue d'une pointe de diamant ou d'un mouvement populaire incontrôlé, mais d'une discussion entre divers gouvernements et peuples. On décide que, bien qu'il faille respecter les opinions, les usages, les pratiques, les croyances d'autrui, quelque chose nous apparaît là comme intolérable. Accepter l'intolérable met en question notre identité. Il faut prendre la responsabilité de décider de ce qui est intolérable, puis agir, en étant prêt à payer le prix de l'erreur.

Quand apparaît un intolérable inédit, le seuil de l'intolérabilité n'est plus celui que fixèrent les anciennes lois. Il faut légiférer de nouveau. Et il faut être certain que le consensus sur ce nouveau seuil soit le plus large possible, qu'il dépasse les frontières

nationales et soit garanti par la « communauté » – concept insaisissable, mais qui est à la base même du fait que nous croyons que la terre tourne. Mais après, il faut choisir.

Le nazisme et l'Holocauste ont posé un nouveau seuil d'intolérabilité. Des génocides, il y en a eu beaucoup au cours des siècles, et, peu ou prou, nous les avons tous tolérés. Nous étions faibles, nous étions barbares, nous ne savions pas ce qui se passait à dix lieues de notre village. Mais celui-là fut ratifié (et réalisé) en termes « scientifiques », avec la requête explicite d'un consensus, y compris philosophique, et fut proposé par voie de propagande comme modèle planétaire. Il n'a pas frappé seulement notre conscience morale : il a mis en jeu notre philosophie, notre science, notre culture, nos croyances dans le bien et le mal. Il a tendu à les réduire à zéro. On ne pouvait pas ne pas répondre à cet appel. Et la seule réponse possible fut que, non seulement au présent, mais cinquante ans plus tard, et dans les siècles à venir, il ne serait pas tolérable.

Et c'est par rapport à cet intolérable que se révèle toute la purulence de la sordide comptabilité des négationnistes qui calculent pour savoir s'il y a vraiment eu six millions de morts, comme si, avec cinq, quatre, deux ou un, on avait pu négocier. Et s'ils n'avaient pas été gazés mais étaient morts seulement parce qu'on les avait entassés sans trop de soins? S'ils étaient morts seulement par allergie au tatouage ?

Mais reconnaître l'intolérable, cela veut dire qu'à Nuremberg, il fallait que tous soient condamnés à la pendaison, même s'il n'y avait eu qu'un seul mort, et pour simple non-assistance à personne en danger. Le nouvel intolérable n'est pas seulement le génocide, mais sa théorisation. Et celle-ci implique et responsabilise tout le monde, y compris les exécutants du massacre. Face à l'intolérable, les distinguos sur les intentions, la bonne foi, l'erreur tombent : il n'y a que la responsabilité objective. Mais – dit-il – je poussais les gens dans la chambre à gaz parce qu'on me l'ordonnait, en réalité je croyais qu'on les envoyait se faire désinfecter. Peu importe, je suis désolé, nous sommes ici face à l'épiphanie de l'intolérable, les anciennes lois et leurs circonstances atténuantes n'ont aucune valeur ici : nous te condamnerons toi aussi à être pendu.

Pour assumer cette règle de conduite (qui vaut également pour l'intolérable futur, et nous oblige à dire au jour le jour où se situe l'intolérable), une société doit se montrer prête à toutes les décisions, fussent-elles sévères, et solidaire dans la prise de chaque responsabilité. Ce qui nous dérange comme élément obscur, dans

l'affaire Priebke, c'est que nous nous apercevons qu'on est encore très loin de cette décision. Les jeunes comme les vieux, et pas seulement les Italiens. Tout le monde s'en est lavé les mains : il y a des lois, laissons ce misérable aux tribunaux.

Bien entendu, nous pourrions dire aujourd'hui que, après la sentence de Rome, cette capacité solidaire à définir l'intolérable s'est encore plus éloignée de nous. Mais même avant, elle était trop loin. Et c'est cela qui nous ronge. Nous découvrir (mais sans nous l'avouer) coresponsables.

Alors, ne nous demandons pas pour qui sonne le glas.

¹ Erich Priebke, capitaine S.S., avait participé, sous les ordres du major Kappler, au massacre des Fosses Ardéatines (mars 1944, exécution de 335 otages italiens en représailles d'un attentat qui avait fait 33 morts S.S. : le calcul était de dix fusillés pour chaque Allemand tué, mais cinq noms furent rajoutés à la liste). Retrouvé en Argentine, extradé en 1995, Priebke fut jugé à Rome par un tribunal militaire qui, le 1^{er} août 1996, le reconnut coupable d'homicide mais fit jouer la prescription et ordonna sa libération. Le texte de Eco est écrit au moment de cette sentence qui suscita une très vive émotion en Italie. La Cour de cassation l'annula en octobre 1996 et, à l'issue d'un nouveau procès, Priebke fut condamné, le 7 mars 1998, à la réclusion criminelle à perpétuité.